

# Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ?

Zakaria Bendali, Raphaël Challier, Magali Della Sudda, Olivier Fillieule, Débat préparé et conduit par **Éric Agrikoliansky, Philippe Aldrin**

DANS **POLITIX** 2019/4 (N° 128), PAGES 143 À 177  
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807392960

DOI 10.3917/pox.128.0143

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-politix-2019-4-page-143.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

**Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ?

Avec Zakaria Bendali, Raphaël Challier,  
Magali Della Sudda et Olivier Fillieule

Débat préparé et conduit par **Éric AGRIKOLIANSKY** et **Philippe ALDRIN**

**Résumé** – À partir de novembre 2018 et pendant plusieurs mois, la vie politique et médiatique en France a été marquée par le mouvement dit des Gilets jaunes. Initialement dirigé contre la hausse du prix des carburants, ce mouvement social s’est développé à travers des blocages de routes, l’occupation permanente de ronds-points et des manifestations hebdomadaires dans les grandes villes françaises. Par ses traits atypiques, le mouvement des Gilets jaunes questionne la sociologie de la politisation, des mouvements sociaux et de l’apprentissage des activités militantes. L’objectif de ce débat est de réunir des chercheurs (Z. Bendali, R. Challier, M. Della Sudda et O. Fillieule) ayant mené des enquêtes sur les actions et les collectifs des Gilets jaunes. Ces enquêtes permettent de comprendre les modalités d’apprentissage pratique de l’action collective et de politisation *dans et par* la participation au mouvement des Gilets jaunes.

**Mots clés** – mouvements sociaux, apprentissage du militantisme, répertoire d’action, politisation

À partir de novembre 2018 et pendant plusieurs mois, la vie politique et médiatique en France a été marquée par le mouvement dit des « Gilets jaunes<sup>1</sup> » dans lequel les protestataires revendiquaient leur adhésion au mouvement par le port ou la place ostensible derrière le pare-brise des voitures d'un « gilet de haute visibilité » – habituellement utilisé pour être repéré sur une voie de circulation. Initialement dirigé contre l'annonce gouvernementale d'une hausse du prix des carburants automobiles visant à financer la transition écologique, ce mouvement social se développe à travers des blocages de routes, l'occupation permanente de ronds-points à l'entrée des villes et la ritualisation de la « manifestation du samedi » dans les grandes villes françaises et à Paris.

Par ses traits atypiques, le mouvement des Gilets jaunes questionne la sociologie de la politisation, des mouvements sociaux et de l'apprentissage des activités militantes. D'abord, sous l'aspect de la très grande hétérogénéité et de la longue indétermination politique des nombreuses actions collectives conduites localement et que tend à dissiper – ou à faire oublier – l'expression unifiante « mouvement des Gilets jaunes ». Les collectifs locaux d'action rattachés à la bannière « Gilets jaunes » présentent en effet des différences notables tant dans leurs modes pratiques d'action que dans leur composition sociologique ou encore dans l'intensité de leur mobilisation. Ensuite, par la durée inhabituelle et la consolidation d'un mouvement de contestation qui a persisté au-delà de la « suspension » de la hausse du carburant à l'origine des premières mobilisations en gilets jaunes. Étonnamment, le mouvement ne faiblit pas après l'annonce solennelle par le Président de la République, le 10 décembre 2018, d'une série de mesures, au coût évalué à presque 10 milliards d'euros, destinée à éteindre la contestation : annulation de la hausse de la taxe carbone, augmentation de la prime d'activité bénéficiant aux salariés au SMIC, suppression de l'augmentation de la CSG pour les petites retraites, défiscalisation des heures supplémentaires... Enfin, et surtout, par le caractère durablement « spontané » d'un mouvement initié et coordonné en l'absence de tout préavis syndical ou d'appui des grandes organisations de mouvement social et des forces partisans. La mise à distance des structures spécialisées dans l'organisation et l'encadrement de processus contestataires est une énigme qui grandit à mesure que la protestation s'installe dans le paysage social, le débat politique et les médias.

---

1. Parmi les premières publications consacrées à ce mouvement, cf. AOC, « *Gilets jaunes* » : *hypothèses sur un mouvement*, Paris, La Découverte, 2019 ; Challier (R.), « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des Gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine », *La vie des idées*, 19 février 2019 [en ligne : <https://laviedesidees.fr/Rencontres-aux-ronds-points.html>] ; Coll., *Le fond de l'air est jaune*, Paris, Seuil, 2019 ; Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation en cours : une étude sur les Gilets jaunes », *Revue française de science politique*, 69 (5-6), 2019 ; Farbiaz (P.), *Les Gilets jaunes. Documents et textes*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2019 ; Jeanpierre (L.), *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019 ; Le Gall (B.), Cizeau (T.), Traverse (L.), *Justice et respect. Le soulèvement des Gilets jaunes*, Paris, Syllepse, 2019 ; Noiriel (G.), *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire. Dialogue avec Nicolas Truong*, La Tour d'Aigues, Le Monde-Éditions de l'Aube, 2019.

Peut-on faire de la politique sans les politiques, c'est-à-dire sans le soutien des structures et des professionnels de l'action politique ? Une des sources de perplexité des commentateurs à l'égard des actions « Gilets jaunes » touche à l'auto-organisation quotidienne des collectifs se revendiquant du mouvement et à la coordination des manifestations locales comme nationales du samedi. Incarnée par des participants se disant pour la plupart vierges de tout engagement partisan ou syndical et rejetant même le plus souvent l'action de ces organisations, la protestation paraît ainsi déroger aux cadres éprouvés des processus contestataires et notamment à la nécessité de ressources organisationnelles dont la sociologie des mouvements sociaux a fait une des conditions essentielles de l'action collective<sup>2</sup>.

Qui sont les Gilets jaunes et que veulent-ils vraiment<sup>3</sup> ? La question reflète la grande diversité des participants qui varient à la fois selon l'implantation locale des ronds-points (en zone rurale ou urbaine notamment) et au sein de ceux-ci : classes populaires et classes moyennes, salariés et indépendants, personnes ayant une activité professionnelle et d'autres étant exclues plus ou moins durablement du marché du travail, jeunes en recherche d'emploi et retraités, femmes seules, couples et fratries, valides et personnes en situation de handicap, abstentionnistes et électeurs réguliers – et parmi ces derniers ceux ayant déjà voté pour le FN et d'autres se sentant proches de la gauche –, novices de l'action collective (majoritaires) et personnes ayant eu par le passé un engagement partisan, syndical ou associatif, etc. Elle manifeste ensuite que les actions ou le positionnement politique du mouvement des Gilets jaunes présentent des traits tout en même temps ambivalents et changeants<sup>4</sup>. On peut en prendre la mesure en relevant les glissements des revendications et peut-être des bases idéologiques au gré des semaines d'occupations et de manifestations. « Qu'est-ce que vous faites du pognon ? », « C'est pas la peine que vous restiez pour faire des conneries comme ça ! », assène Jacline Mouraud dans une vidéo postée le 28 octobre 2018 dont le succès en fait l'un des premiers mots d'ordre du mouvement. Sur les réseaux sociaux, sur les ronds-points occupés comme dans les manifestations du samedi, le début de la contestation se focalise sur la hausse du prix

2. Cf. McCarthy (J.), Zald (M.), « Resource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82, 1977. Pour une discussion critique de ce paradigme de la « mobilisation des ressources », cf. Pierru (E.), « Organisation et ressources », in Fillieule (O.), Agrikoliansky (É.), Sommier (I.), dir., *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010.

3. Pour reprendre le titre de l'interview donnée au début du mouvement par B. Coquard à la revue *Contretemps* : Coquard (B.), « Qui sont et que veulent les Gilets jaunes ? », *Contretemps*, novembre 2018, en ligne : <https://www.contretemps.eu/sociologie-gilets-jaunes/>.

4. On trouverait une bonne illustration de cette diversité dans les premières analyses des réponses à une enquête menée en décembre 2018 par plusieurs chercheurs du laboratoire PACTE qui souligne la diversité des thématiques évoquées par ceux qui soutiennent le mouvement : problèmes concrets du quotidien, dénonciation d'une crise de la représentation politique, évocation d'une prise de conscience des enjeux de justice sociale, aspiration à un mouvement social populaire de grande ampleur, etc. Cf. en ligne : <https://www.pacte-grenoble.fr/programmes/grande-enquete-sur-le-mouvement-des-gilets-jaunes>.

des carburants automobiles et la « gabegie » des gouvernants. Mais si les slogans évoluent, la contestation cible bientôt tous les responsables politiques, les experts et les médias. Après l'obtention d'un moratoire sur la hausse du prix des carburants annoncé dans la déclaration présidentielle du 10 décembre 2018, les revendications qui sont portées sur les pancartes des ronds-points et les banderoles des défilés manifestants en appellent à l'introduction d'un outil de démocratie participative, le « référendum d'initiative citoyenne » (RIC). Les discours et les actions des Gilets jaunes s'orientent alors vers une critique des institutions de la démocratie représentative, et donc du gouvernement qui en est l'émanation. En témoignent également, après l'annonce d'un « Grand débat national », le 18 décembre 2018, les réactions critiques et incrédules des Gilets jaunes qui dénoncent le caractère prétendument représentatif du dispositif et qui mettent en place ce qu'ils nomment « Le Vrai débat <sup>5</sup> ».

Déjà présent dans le refus assumé, dès l'origine, de déclarer les manifestations ou de suivre les parcours autorisés par les préfetures pour les cortèges, le rejet de toute coopération avec les représentants du pouvoir se donne également à voir à travers un répertoire plus violent (caillassage de forces de l'ordre, casse de mobiliers urbains, incendies de véhicules, pillages de magasins, etc.) lors des défilés du samedi qui deviennent, dès la fin de l'année 2018, un moment rituel de confrontations entre forces de l'ordre et manifestants. Alors que médias et autorités policières suspectent publiquement les manifestations du mouvement des Gilets jaunes d'être infiltrées par des groupes radicaux violents (les « *Black blocs* », mais aussi des groupes d'extrême droite), les représentants du mouvement et une partie de l'opinion déplorent une répression sans précédent et les graves blessures infligées par l'usage policier d'armes jugées inadaptées à la situation (lanceurs de balles de défense ou « LBD », grenades de désencerclement).

## **Retours croisés d'observations sur les ronds-points**

L'objectif de ce débat avec Zakaria Bendali, Raphaël Challier, Magali Della Sudda et Olivier Fillieule est de réunir des chercheurs ayant commencé des enquêtes « à chaud » pour tenter une sociologie des actions et des collectifs Gilets jaunes en train de se faire. Les enquêtes individuelles et collectives sur lesquelles ces chercheurs s'appuient ici (pour une présentation de ces enquêtes, cf. encadré *infra*) portent sur l'ensemble des aspects du mouvement. Mais nous avons souhaité concentrer les échanges sur les différentes façons observées de « faire de la politique » ou de « faire avec la politique » sur les ronds-points ou dans les manifestations du samedi par des profanes ou des novices en politique.

---

5. En ligne : <https://www.le-vrai-debat.fr/>. Pour un premier inventaire des propositions faites dans le cadre du Vrai débat, cf. la synthèse que propose le groupe de travail du laboratoire Triangle (coordonné par J.-C. Zancarini et G. Gourgues). En ligne : <http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article8544>.

Nous avons voulu revenir sur les éléments recueillis dans les enquêtes qui permettent de comprendre les modalités d'apprentissage *en pratique(s)* de l'action collective et de politisation *dans* et *par* la participation au mouvement. Les questions ouvertes à l'occasion du débat portent, en ce sens, principalement sur trois dimensions du mouvement.

D'abord, sur les manières selon lesquelles les protestataires se sont approprié très concrètement des formes d'action collective, s'acculturant au répertoire contemporain des mobilisations contestataires mais inventant aussi, au quotidien, des modalités originales de gestion opérationnelle du mouvement et des espaces à occuper (ronds-points, avenues, péages autoroutiers). Ensuite, ce que nous pourrions appeler la politisation ailleurs ou autrement. Cette mobilisation donne ainsi à voir les processus de subjectivation politique qui s'opèrent ici sans l'entremise de structures spécialisées (partis, syndicats). On observe une politisation dans et par l'action collective au cours de laquelle des situations vécues comme personnelles et individuelles en viennent progressivement à être exprimées, partagées et repensées en termes d'« injustices » collectives ou de « problèmes politiques ». On comprend ainsi enfin comment la dynamique de la mobilisation a pu transformer certains de ces citoyens ordinairement anonymes et passifs en protagonistes engagés développant le sentiment de pouvoir peser sur le cours de la vie publique et revendiquant de parler « au nom » des Gilets jaunes. La faible structuration du mouvement et le rejet des formes représentatives, si elles facilitent la participation, freinent cependant largement l'institutionnalisation d'un tel porte-parolat et limitent, ce faisant, l'institutionnalisation du mouvement.

### ***Des novices et des ronds-points : apprentissages et (ré)inventions de l'action collective***

Si elle prend des formes différentes selon les groupes sociaux, professionnels ou les configurations socio-spatiales où elle est observée, la participation de citoyens majoritairement novices en matière de protestation au mouvement suppose qu'ils s'approprient les gestes et les attitudes associés à l'occupation de l'espace public et/ou à la pratique manifestante. Mais l'observation *in situ* du mouvement révèle aussi l'invention de formes originales d'organisation et d'action. Comme le suggèrent les résultats de l'enquête coordonnée par M. Della Sudda, ce mouvement constitue, pour près de la moitié des personnes interrogées, leur première action collective. Celles qui ont déjà adhéré à un parti ou à un syndicat sont minoritaires. En outre, les enquêtes *in situ* soulignent que les militants ne se déclarent que très rarement et renoncent à agir comme tels dans le cadre des occupations des ronds-points.

Pour la majorité des Gilets jaunes l'implication dans la logistique du mouvement a donc supposé de réagencer son existence, assumer son engagement auprès de son entourage, apprendre à interagir avec des professionnels de la

politique ou de l'espace public (élus, hauts fonctionnaires, journalistes). Ces effets d'apprentissage de la politique en pratique peuvent se manifester dans la prise de parole, le maintien du corps, l'usage de techniques gestuelles ou verbales dans la gestion d'une opération de blocage ou d'occupation, d'une manifestation, d'une délibération, etc. Cependant, au-delà de l'apprentissage de savoir-faire éprouvés, la façon de faire mouvement a été, à bien des égards, réinventée par les multiples initiatives locales et les plateformes de coordination agissant sous la bannière « Gilets jaunes ». En l'absence des médiateurs politisés habituels (syndicats, partis, etc.), les protestataires se sont au moins partiellement affranchis des répertoires routiniers de l'action collective. Si les blocages d'axes routiers ou de péages et surtout les manifestations prolongent une geste protestataire loin d'être inédite, l'installation de cabanes et la construction de monuments en palettes sur les ronds-points occupés ou en bordure de routes, comme le port d'un « gilet de haute visibilité » tiennent de l'innovation en ce domaine. Le gilet constitue à la fois un signe de ralliement collectif pour ceux qui sont contraints d'utiliser quotidiennement leur voiture et subissent donc l'augmentation du prix du carburant, un symbole de l'invisibilité ressentie comme dégradante des « petits » par les élites<sup>6</sup> et dans le même temps un signe neutre, sans signification politique préalable, aisément individualisable sur lequel chaque manifestant peut inscrire son propre slogan ou bricoler « sa » propre revendication<sup>7</sup>. Bref, un marqueur collectif mais vierge de significations politiques et qui n'impose donc aucune discipline (partisane, syndicale, idéologique, etc.).

De plus, les modalités très concrètes d'occupations supposent d'inventer des formes d'action et d'improviser une division du travail entre les personnes mobilisées pour organiser dans la durée la vie sur les ronds-points, la gestion coordonnée du blocage du trafic routier, parfois la rédaction de « chartes » régulant les conduites des occupants, la création et l'entretien de jardins potagers, les rapports des collectifs locaux avec l'environnement (riverains des points d'occupation, centres commerciaux ou entreprises à proximité, maires et équipes municipales, etc.). Mises au service du mouvement, toutes sortes de compétences pratiques en matière de logistique, de constructions en bois, d'usages des outils informatiques et des réseaux socio-numériques deviennent des compétences militantes, du moins reconnues par les collectifs en action pour leur utilité à la cause. Comme le suggèrent les échanges du débat, la cabane elle-même devient l'expression des savoir-faire et arts de faire populaires, et constituent ce faisant un objet de fierté. Elle représente aussi une manière de donner corps et

---

6. Comme le suggèrent ces propos rapportés par *Libération* (7 décembre 2018) et cités par Sandra Laugier et Albert Ogien (« Samedi j'ai insurrection : neuf leçons à tirer d'un mouvement intermittent », in AOC, « *Gilets jaunes* » : hypothèses sur un mouvement, op. cit., p. 64) : « On a besoin de ce gilet jaune pour exister face à un monsieur qui croit que le peuple est invisible. Vous vous rendez compte ? On est obligés de s'habiller en fluo pour qu'on nous voie. »

7. On trouvera sur le site animé par le collectif « Plein le dos » une tentative pour collecter et archiver des photos des formules inscrites sur les dos des Gilets jaunes, en ligne : <https://pleinledos.org>.

sens au collectif : la construction d'une « maison » commune devenant parfois une manière d'exprimer la force des liens de solidarité qui se tissent progressivement entre celles et ceux qui l'occupent<sup>8</sup>.

***La politisation ailleurs (ou autrement) : action collective et sens de l'injustice***

Le mouvement des Gilets jaunes, par sa durée et ses modalités (occupations, communautés sur les réseaux socio-numériques, rituel manifestant), actualise la question des voies de constitution d'un « nous » et d'un sentiment d'*agency*, autrement dit d'un processus collectif de subjectivation et d'action politique destiné à changer les choses. On discerne très bien que, pour nombre de Gilets jaunes, la politisation n'est pas nécessairement antérieure au mouvement et ne relève pas de l'action de médiateurs spécialisés comme les partis ou les syndicats. Elle se fabrique au fur et à mesure de la pratique protestataire et dans le cours même de celle-ci. L'enquête sur les ronds-points permet ainsi d'observer comment des expériences sociales (chômage, précarité économique) auparavant vécues sous le mode de la fatalité individuelle peuvent être progressivement pensées comme des injustices collectives imputables aux responsables politiques. Les ronds-points sont ainsi non seulement des occasions d'exprimer des griefs mais aussi, et peut-être surtout, des espaces de coexistence dans lesquels les participants peuvent échanger, socialiser, rencontrer des semblables (dont ils ignoraient l'existence) ou encore se confronter à des individus ou des groupes pensés comme très éloignés d'eux (ceux désignés comme « assistés » ou encore des personnes racisées) mais pourtant spatialement et socialement proches. Cette coexistence rend possibles la prise de conscience d'une communauté de destin et la production collective d'une interprétation des causes de leurs malheurs. Elle participe au processus de « dégel cognitif » dont parlent les analystes des mouvements sociaux<sup>9</sup> pour décrire la prise de conscience du caractère insupportable d'une injustice par les protestataires mais surtout de leur possibilité d'agir collectivement pour la faire cesser. La question suscitée par ce processus de subjectivation politique est donc aussi celle de la construction de cadres d'interprétation de la réalité et notamment celle de la construction d'un « nous » qui passe aussi par le repérage des « ennemis » ou des « adversaires ». Le cas des Gilets jaunes invite en particulier à revenir sur la question de la « conscience triangulaire » des classes populaires<sup>10</sup> qui repose sur la perception de l'espace social comme opposant les classes populaires respectables et intégrées à deux autres groupes sociaux : les élites économiques et sociales, d'un

8. Cf. sur ce point : Bernard de Raymond (A.), Bordieq (S.), « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques*, 14 octobre 2019, en ligne : <https://www.metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html>.

9. Cf. notamment McAdam (D.), *Political Process and the Development of Black Insurgency*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.

10. « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald et Olivier Schwartz », *Vacarme*, 37 (4), 2006.



côté, et les exclus (du marché du travail, de l'identité nationale notamment), de l'autre. Ces derniers, qui constituent une menace croissante aux yeux des premiers, alimentent sentiments xénophobes, critiques à l'égard des « cassos » et peuvent conduire à des votes pour le FN et le RN. Or les situations décrites dans le débat laissent penser que dans l'espace et le temps de cette mobilisation, les divisions internes aux groupes dominés ont pu temporairement être gommées, ou au moins invisibilisées. C'est au contraire le rejet et la dénonciation des élites économiques, sociales, politiques qui paraissent avoir fédéré les protestataires et constituer un ciment puissant du mouvement.

On est d'ailleurs frappés par le discrédit qui affecte non seulement les élites politiques (au premier rang desquelles, le gouvernement et le président de la République), mais aussi les organisations politiques et syndicales et plus largement la participation à des activités de représentation politique – en particulier sur les ronds-points populaires et ruraux. Élus, militants de partis, syndicalistes, etc., ne sont pas ou peu présents. Les militants, lorsqu'ils s'intéressent au mouvement, le font surtout « à couvert », c'est-à-dire en dissimulant (et parfois en abandonnant) leurs appartenances partisanes ou syndicales. Le rejet de la division, qu'introduirait la référence à des collectifs militants incompatibles (par exemple au Rassemblement national et à la France insoumise), ainsi que la recherche d'une démocratie purement horizontale semblent justifier ce rejet. La distance pratique à la politique, au vote, aux partis et aux syndicats de la majorité des participants explique sans doute aussi, et surtout, cette méfiance à l'égard des mécanismes de la représentation.

### ***Devenir protagonistes***

De ce fait, la participation au mouvement a pu générer un processus de « protagonisme<sup>11</sup> » au fil duquel de simples citoyens sortent de l'anonymat et se révèlent, dans et par l'action, susceptibles de prendre publiquement la parole pour revendiquer. Ils découvrent alors leur capacité de faire l'histoire en fédérant un vaste mouvement de contestation, en captant l'attention des médias et en obligeant le pouvoir à réagir et à reculer. La capacité de ces profanes à prendre la parole publiquement pour exprimer leurs griefs, à être écoutés, voire à atteindre une forme de célébrité, s'est ancrée sur les ronds-points, espaces rassemblant des individus relativement peu dotés en ressources militantes et donc sans doute moins perméables aux tendances oligarchiques qui structurent habituellement la participation aux activités partisanes, syndicales, associatives. Mais elle a

---

11. Le concept de « protagonisme » est proposé par Haim Burstin (*Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2001), à propos de la Révolution française pour décrire « la façon dont l'événement révolutionnaire affecte les individus "ordinaires" et peut les transformer en acteurs du cours de l'Histoire ». Elle vise comprendre « comment des profanes souvent sans expérience politique préalable [...] sortent de l'anonymat à la faveur de l'événement ». Cf. Deluermoz (Q.), Gobille (B.), « Protagonisme et crises politiques », *Politix*, 112, 2015 (p. 10 et p. 14-15 pour les citations).

sans doute aussi été facilitée par l'intense usage d'Internet et des réseaux socio-numériques. Dans les semaines qui précèdent le premier samedi de mobilisation, plusieurs vidéos postées sur Facebook et exprimant une colère contre l'annonce gouvernementale d'une hausse du prix des carburants rencontrent ainsi un succès hors normes. Une vidéo qui dénonce la « traque des conducteurs » réalisée et postée le 28 octobre 2018 par Jacline Mouraud, une hypnothérapeute de Bretagne habituée à réaliser des petites vidéos comiques, fait des millions de vues. Lancée en mai 2018 par Priscillia Ludosky, auto-entrepreneuse spécialisée dans les cosmétiques bio et l'aromathérapie, la pétition en ligne « Pour une baisse des prix à la pompe » s'approche à l'automne du million de signatures après avoir été relayée par Éric Drouet, chauffeur routier, et avoir ainsi attiré l'attention du journal *Le Parisien* qui lui consacre un article. Le groupe Facebook (dont P. Ludosky est co-administratrice) « La France en colère !!! » créé le 15 octobre 2018 rassemble près de 290 000 personnes quinze jours plus tard. Ce « protagonisme » n'est pas été simplement alimenté par les expériences sur les ronds-points ou l'usage intensif des réseaux sociaux. Il a aussi été nourri par le sentiment, largement relayé par les médias « classiques », d'avoir pu ébranler les institutions politiques comme, par exemple, quand le président de la République est contraint de décréter l'« état d'urgence économique et social » et annonce des mesures destinées à soutenir le pouvoir d'achat des Français. En acculant le pouvoir politique à faire des concessions, ce qu'aucun mouvement de masse n'était parvenu à faire depuis les mobilisations contre le contrat première embauche (CPE) en 2006, les Gilets jaunes affirment leur capacité à modifier le cours de l'action publique et à contredire la doctrine, adoptée par les gouvernements de droite comme de gauche, selon laquelle « ce n'est pas la rue qui gouverne ».

Si cette mobilisation a permis l'émergence de figures de la protestation, il faut cependant constater que les huit « communicants officiels » du mouvement, désignés fin novembre 2018 (dont P. Ludosky, É. Drouet et J. Mouraud), seront rapidement contestés par « la base » du mouvement. L'impossible émergence d'un leadership durable constitue à la fois une des conditions de possibilité du protagonisme (chacun pouvant s'exprimer et jouer un rôle dans la mobilisation et sur la scène publique), tout en compromettant pourtant sa pérennité. La moindre importance des ressources militantes, la faible sélectivité de ces espaces d'action et la forte distance objective à la politique des protestataires favorisent certes la participation mais freinent parallèlement l'institutionnalisation du mouvement. Les tentatives pour constituer un organe de coordination des Gilets jaunes (une Assemblée des assemblées, qui s'est réunie à trois reprises entre novembre 2018 et juin 2019) qui puisse concilier démocratie horizontale et coordination verticale ne semblent pas avoir permis de dépasser ces contradictions<sup>12</sup>.

12. Sur la difficile acculturation du mouvement aux « exigences de la représentation », cf. R. Lefebvre, « Les Gilets jaunes et les exigences de la représentation politique », *La Vie des idées*, 10 septembre 2019, en ligne : <https://laviedesidees.fr/Les-Gilets-jaunes-et-les-exigences-de-la-representation-politique.html>.

Sans institutions et organisations susceptibles de constituer des cadres sociaux durables à cette identification politique, les débouchés politiques de ce mouvement demeurent donc problématiques. Les cadrages qu'il a élaborés, ceux d'un peuple uni dans la dénonciation des élites et des privilégiés, restent fragiles et réversibles.

Il faudra cependant se donner le temps d'observer quel a pu être l'effet sur le long terme d'apprentissage et de politisation des participants qui ont été exposés aux formes de socialisation décrites ici, et qui ne peuvent se résumer aux débouchés politiques immédiats d'un tel mouvement. C'est bien une transformation en profondeur des perceptions de ce qui fait injustice et de la propension à agir collectivement pour les dénoncer qui est en jeu ici. En ce sens, ce débat ne constitue qu'une première étape d'une réflexion collective sur les mécanismes d'émergence et les effets des mobilisations de Gilets jaunes qui ne peut que s'inscrire dans le temps long de la recherche en sciences sociales.

---

**Philippe ALDRIN** est professeur de science politique à Sciences Po Aix (CHERPA). Ses recherches portent sur les rapports à la politique et les sciences de gouvernement en lien avec le travail de légitimation. Il a coordonné : *L'État participatif*, dossier de la revue *Gouvernement et action publique*, 5-2, 2016 (avec N. Hubé) et *Politiques de l'alternance. Une sociologie des changements (de) politiques*, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant, 2016 (en codirection).

**philippe.aldrin@sciencespo-aix.fr**

**Éric AGRIKOLIANSKY** est professeur de science politique à l'Université Paris-Dauphine/PSL (IRISSO, UMR CNRS INRA 7170 1427). Ses travaux portent sur les mouvements sociaux, la sociologie électorale et la politisation des classes supérieures. Il dirige actuellement l'enquête ALCoV (Analyse localisée et comparative du vote) sur les élections, et les électeurs, de 2017 et il a co-dirigé l'ouvrage collectif : SPEL, *Les sens du vote*, Rennes, PUR, 2016.

**eric.agrikoliansky@dauphine.psl.eu**

## Présentation des enquêtes

Les chercheurs invités à s'exprimer au cours du débat s'appuient sur une série d'enquêtes empiriques, individuelles ou collectives, dont on peut trouver ci-dessous une brève présentation.

### Zakaria Bendali

L'enquête mobilisée ici s'appuie sur trois terrains. D'abord, une enquête quantitative par questionnaire réalisée sur Facebook en décembre 2018 dans six groupes nationaux du mouvement, choisis pour leur très grand nombre d'inscrits (n=525). Elle portait principalement sur le parcours de vote préalable des engagés, sur leurs opinions politiques et sur leurs profils socio-économiques. Ensuite, des observations faites en manifestation et sur les ronds-points, dans deux villes de Picardie (appelées ici « Lanneville » et « Lozières ») et dans une ville d'Île-de-France (appelée « Clairetour »). Enfin, quelques entretiens réalisés dans le cadre de l'enquête coordonnée par M. Della Sudda (cf. *infra*), lors de la passation d'un questionnaire. Ce questionnaire a été administré par l'auteur à l'Assemblée des assemblées de Commercy le 26 janvier 2019 et sur plusieurs ronds-points de Picardie également.

### Raphaël Challier

Observation localisée de la mobilisation dans deux bourgs ruraux de Lorraine, assez proches géographiquement, appelés ici Germainvillers et Grandmesnil. L'enquête visait à reconstituer toute la toile du mouvement et autour du mouvement : Gilets jaunes d'un jour qui désertent le rond-point ; ceux qui soutiennent à bas bruit ; réactions des acteurs militants, des élus locaux. Ces terrains principaux, menés de novembre 2018 à avril 2019 ont été complétés par l'observation ponctuelle d'autres terrains (observations d'assemblées générales de Gilets jaunes urbains, dans des grandes villes de l'Est, de l'Assemblée de Commercy, de quelques manifestations dans différents espaces et enfin d'échanges avec des Gilets jaunes de différents territoires).

### Magali Della Sudda

Une enquête nationale (métropolitaine), avec des méthodes mixtes, quantitatives et qualitatives. Elle repose sur le volontariat des chercheurs et enseignants-chercheurs, de jeunes chercheurs en doctorat et post-doctorat ainsi que des étudiants formés par les chercheurs et enseignants-chercheurs sur la base d'un appel lancé le 19 novembre 2018. Les questionnaires ont été passés *in situ* sur les lieux d'actions du 24 novembre 2018 à avril 2019, ainsi que dans les Assemblées des assemblées. Parallèlement ont été menées des observations sur différents sites, essentiellement des ronds-points, des assemblées, manifestations, ainsi que des entretiens approfondis sous forme de récits de vie. La collecte des données se poursuit actuellement.

### Olivier Fillieule

L'enquête porte sur un secteur du département du Var. Elle associe une observation *in situ* depuis l'hiver 2018 à des entretiens biographiques, la passation de calendriers de vie et d'un calendrier spécifique, le « chronoboum », destiné à retracer les actions menées par les enquêtés de l'acte 1 du mouvement à l'été 2019. Par ailleurs, une analyse des groupes Facebook du département a permis de reconstruire les flux d'entrants et de sortants, de bâtir une typologie des modes de mobilisation. Dans une seconde phase, l'enquête suivra jusqu'en 2022 un panel de personnes qui seront réinterrogées périodiquement afin de tenter de mesurer les conséquences biographiques de la participation au mouvement.

**Question<sup>13</sup> :** On a abondamment commenté la mobilisation des Gilets jaunes du point de vue de sa signification et de ses orientations politiques. On a beaucoup aussi questionné la composition de cette protestation : qui sont les Gilets jaunes ? Que réclament-ils ? Est-ce un mouvement de droite, de gauche, apolitique, qui manifeste une défiance à l'égard du politique, ou tout cela à la fois ? Sur la base de vos observations de terrain, que pouvez-vous dire notamment de la politisation explicite des ronds-points et des manifestants ? S'agit-il majoritairement de novices, distants et méfiants à l'égard de la politique dans les catégories de laquelle ils ne se reconnaissent pas ? Ou avez-vous repéré la présence de personnes plus politisées, voire de militants aguerris ?

**Magali Della Sudda :** Même s'il faut prendre nos résultats avec les précautions d'usage, notre base de près de 1 200 questionnaires livre un éclairage très utile pour répondre à cette question. Elle révèle une population plus complexe du point de vue du rapport au politique que ce qui a pu être décrit. La population qui occupe les ronds-points est en effet composée d'une proportion importante de profanes, mais pas que de profanes. Si on analyse les réponses à la question : « Que seriez-vous prêts à faire, ou avez-vous déjà fait pour faire connaître vos revendications ? », on constate qu'il y a quand même 46 % des personnes qui affirment avoir eu leur premier engagement dans le mouvement social des Gilets jaunes. Et 29 % des personnes interrogées lors des manifestations nous disent avoir manifesté pour la première fois à l'occasion de ce mouvement. Mais, parallèlement, on observe qu'il y a aussi une partie des personnes qui participent à ce mouvement qui ont des engagements associatifs, partisans ou syndicaux antérieurs. Ainsi, un peu moins d'un répondant sur cinq dit avoir appartenu, ou appartenir encore, à un parti politique, à peu près un tiers à un syndicat, et 38 % à une association quelle qu'elle soit. Donc cela tempère l'idée d'une mobilisation exclusivement portée par des novices sans expérience politique, même si la présence de ces derniers est tout à fait notable.

En outre, il est nécessaire de distinguer différents espaces et différentes séquences d'un mouvement qui demeure fondamentalement hétérogène et pluriel. D'abord, on n'a pas tout à fait les mêmes personnes sur les ronds-points et dans les manifestations qui se déroulent le samedi dans les zones urbaines. En outre, on constate que le mouvement est composé de plusieurs séquences temporelles. Il va par exemple se transformer, avec une inflexion notable en décembre qui se confirme à partir de janvier : la participation va de plus en plus être le fait de personnes un peu plus politisées, qui sont plus enclines à se positionner sur l'échelle gauche-droite, et quand elles le font à se positionner à gauche, et qui vont infléchir aussi les formes de la mobilisation, en donnant

---

13. Le débat s'est déroulé le 16 octobre 2019. Il a été organisé, animé et retranscrit par Éric Agrikoliansky et Philippe Aldrin.

justement au mouvement un cadrage et une tonalité de justice sociale, environnementale et démocratique.

**Zakaria Bendali :** Pour appuyer le constat d'une forte hétérogénéité politique des gilets jaunes, on peut partir de notre enquête sur Facebook qui aborde le problème de manière différente, puisque nous avons fait le choix de travailler sur des groupes nationaux et de ne pas poster le questionnaire dans les groupes locaux. Notre corpus (n=525) n'est donc pas représentatif de la diversité des ancrages locaux du mouvement. Cependant, on repère quand même quelque chose d'assez frappant au niveau des préférences électorales des répondants. Notre échantillon est largement dominé par trois blocs, de taille quasi identique. Un premier pôle de vote de gauche à la présidentielle de 2017 (123 enquêtés), principalement autour des candidats Mélenchon et Hamon, un petit peu Poutou et Arthaud également. Un deuxième pôle d'extrême droite (120 enquêtés), avec le vote Le Pen très dominant, et un peu de vote Dupont-Aignan. Enfin, un pôle d'abstentionnistes déclarés et de votes blancs (130 enquêtés). Il y a donc clairement une polarisation avec d'un côté la gauche et de l'autre l'extrême droite, et entre les deux un large groupe d'indécis. Outre le vote, on a demandé l'autopositionnement sur l'axe gauche-droite et là il faut surtout noter la part importante des répondants qui se déclarent à distance de la politique. C'est ce que confirme le fait que seulement 30 % de notre corpus de répondants se positionnent sur l'axe gauche-droite. Pour ce qui est des autres, 20 % refusent de répondre à la question et 51 % se déclarent « ni de gauche ni de droite ». Cette catégorie est évidemment problématique car difficile à interpréter. Elle peut masquer des dispositions d'extrême droite qui ne se diraient pas. Mais on peut aussi y voir une espèce de refus des étiquettes politiques. C'est l'hypothèse que je favorise personnellement. Plus qu'un refus de se positionner politiquement, il faut peut-être y voir un rejet des catégories de la politique officielle, une volonté de ne pas se laisser « prendre au jeu » de la compétition partisane.

**Raphaël Challier :** Les grandes tendances que révèlent ces enquêtes quantitatives sont tout à fait corroborées par l'ethnographie multisites que j'ai réalisée. On observe ainsi de profondes différences entre les situations locales : ça peut être le jour et la nuit, d'un espace à l'autre, tant du point de vue des participants que des répertoires d'action. Dans les grandes villes de l'Est que j'ai observées de manière secondaire, le mouvement se structurait notamment autour des manifestations et d'assemblées générales régulières. Ces AG, elles fonctionnaient selon un mode classique, qui évoque aussi bien une assemblée générale syndicale, une assemblée générale de mobilisation étudiante ou encore les assemblées de Nuit Debout, avec un ordre du jour, des tours de paroles, etc. Chez ces Gilets jaunes urbains, j'ai relevé une présence très nette, en tout cas dans les espaces que j'ai observés, de militants aguerris et de personnes très politisées. Dans ces espaces, il était facile d'identifier des personnes qui possédaient du capital militant, qui débattaient de questions théoriques, avec beaucoup de références à d'autres

luttés. Sur les ronds-points ruraux, c'est tout l'inverse. Ce sont des mouvements beaucoup moins formels, sans AG, les discussions se faisant en petits groupes autour du rond-point. Il y a une extrême hétérogénéité politique des mobilisés. Et, pour finir, la participation aux tentatives de rassemblement et de coordination des Gilets jaunes y va moins de soi. Lorsque j'ai évoqué avec ces enquêtés ruraux la possibilité d'aller à « l'Assemblée des assemblées », on m'a répondu, en gros : « Tu n'as qu'à y aller et tu nous raconteras »... Sur ces ronds-points ruraux, j'ai aussi été frappé par l'hostilité manifestée à l'égard de ceux qui incarnent le champ politique et les institutions représentatives. Par exemple, quand je me présentais en tant que chercheur « en science politique », l'expression « en science politique » déclenchait systématiquement une réaction d'hostilité.

Dans des territoires qui votent pourtant à droite ou à l'extrême droite de longue date, les critiques se repolarisaient beaucoup, suite au mouvement, vers le haut de l'espace social. On n'était plus tout à fait dans la conscience triangulaire, décrite par Olivier Schwartz, c'est-à-dire que c'est moins le mépris de l'immigré ou de l'assisté qui primait. On parlait beaucoup plus des « gros », de « ceux d'en haut », comme le disait Richard Hoggart (*La culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970). Or, pour les gilets jaunes ruraux, la première figure de « ceux d'en haut », c'est vraiment le politicien, le spécialiste du politique, celui qui ne connaît pas la réalité : « Ils ne savent pas ce que c'est »... « Comment peuvent-ils se dire qu'on ferme un hôpital ? »... On sait qu'un des facteurs qui a mis le feu aux poudres concerne la question écologique et le projet de taxe sur les carburants. Logiquement, dans des territoires plutôt de droite, avec une forte présence des chasseurs, les scores d'Europe Écologie les Verts ne sont pas très forts, il n'y a pas de néo-ruraux du tout. On aurait donc pu envisager une réaction anti-écolo. Disons que c'est le cadrage qu'on pouvait attendre. Or il y a très spontanément eu un décryptage et un recodage en termes sociaux de cette question écologique par les Gilets jaunes : « Oui, mais les yachts ? »... « Oui, mais les jets privés ? »... « Oui, mais on tape sur les petits »... « Sauver la planète d'accord, mais tout le monde doit faire des efforts ». Bref un discours assez construit et polarisé avec toujours, au milieu de tout ça, l'idée que si de telles décisions sont prises, c'est parce que ceux qui les prennent sont privilégiés socialement, ne connaissent pas les difficultés, ne vivent pas dans les territoires qui subiront les conséquences de leurs décisions. Le « politique » apparaît comme illégitime, incompetent, privilégié, c'est l'ennemi des Gilets jaunes. En résumé, ce mouvement, selon moi, c'est aussi une contestation de la légitimité de la compétence politique experte au profit d'un savoir pratique et de terrain, c'est sûrement la contradiction au cœur de cette mobilisation.

**Olivier Fillieule :** Dans les communes varoises que j'étudie, la sociographie qui se dégage du mouvement est congruente avec ce qui vient d'être dit à partir des enquêtes par questionnaire comme par observation. Ce qui m'a frappé au début de l'enquête, à l'hiver dernier, c'est d'abord l'hétérogénéité des positions

sociales occupées, avec la présence sur les ronds-points d'une foule bigarrée de petits indépendants, propriétaires de leur outil de travail, d'auto-entrepreneurs, de salariés, de personnes en recherche d'emploi ou exclues du marché de l'emploi de manière permanente. Mais tous liés par un ensemble de traits communs : leurs conditions matérielles d'existence, soit la faiblesse des revenus et les difficultés à boucler les fins de mois, déterminant une proximité des styles de vie ; le sentiment partagé d'une dégradation accélérée de ses conditions d'existence, souvent renforcé par une ou des expériences les ayant placés, momentanément ou durablement, dans une situation de vulnérabilité non prise en charge par un État social jugé défaillant ; le sentiment aigu, enfin, d'être enfermés dans un destin dont toute perspective de mobilité intra- et intergénérationnelle est absente. La question de l'égalité est bien « la question de banquet » des Gilets jaunes et ce trait commun aide à comprendre la rapidité et l'efficacité avec laquelle s'est opéré un alignement des cadres et la construction d'un *nous* dès les premières semaines du mouvement.

Ce *nous* s'est cristallisé autour de la mise en partage d'une communauté d'expérience largement favorisée par l'occupation pérenne des ronds-points et l'érection des cabanes, d'une symbolique commune (le gilet, le cri de ralliement, l'unification des slogans) et surtout d'un rejet massif du gouvernement et de son chef, mais plus largement aussi des élites. La méfiance vis-à-vis des élites est l'un des traits permanents des catégories dominées. Mais ce qui le plus souvent se traduit par de la distance et une « attention oblique », comme dit R. Hoggart (*La culture du pauvre, op. cit.*), à l'idéologie dominante véhiculée par les médias de masse se transforme ici en défiance et résistance ouverte. L'expression et donc la constitution du *nous* se fonde ici sur des opérations de contre-cadrage, la valorisation de visions du monde concurrentielles et, pour le dire d'un mot, contre-hégémoniques. Ces processus d'unification d'un groupe conscient de ses intérêts communs font du phénomène Gilets jaunes un mouvement éminemment politique dont les revendications se sont étendues non pas de manière désordonnée et illisible mais bien au contraire autour d'un triptyque solide : la révolte face à une taxation perçue comme de plus en plus inégalitaire, dont la contrepartie – État social et services publics – est détricotée, le tout sous l'accolade d'une dépossession démocratique au profit d'un bloc élitaire. Trois dimensions intriquées que le concept thompsonien d'« économie morale », mobilisé au début du mouvement par Samuel Hayat<sup>14</sup>, résume bien. Et dont la combinaison n'est pas inédite. Que l'on songe, par exemple, à 1848 ou plus encore aux communards, dont les travaux de Jacques Rougerie ont montré qu'ils associaient désir d'égalité, revendication d'un commun populaire et attachement à une juste rémunération du travail.

14. Hayat (S.), *Les gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir*, en ligne : <https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>.



Cette construction politique a bénéficié de deux facteurs contextuels cruciaux. D'une part, l'effacement du clivage gauche-droite au profit d'une opposition verticale entre bloc élitaire et classes dominées, que l'élection d'E. Macron en 2017 et la sociologie de ses soutiens aura renforcée considérablement dans les représentations communes, résonne bien avec l'idéologie des Gilets jaunes. D'autre part, le cynisme avec lequel la philosophie sociale élitiste s'exprime désormais publiquement et sans fard a sans doute joué un rôle déterminant dans ce qu'il faut bien nommer une cristallisation haineuse contre le gouvernement et la personne d'E. Macron. Ce cynisme n'est pas une nouveauté (on se souvient des « sans dents » de F. Hollande), mais l'inexpérience politique du chef de l'État et de ses soutiens aura érigé le lapsus ethnocentrique en habitude, voire en stratégie de communication.

Si tous ces mécanismes ont assuré, dans le temps chaud des cinq premiers actes, l'émergence fulgurante et la prise rapide de la mobilisation ainsi que la politisation accélérée de nombre de personnes se tenant jusqu'alors à l'écart de la politique, des forces centrifuges ont aussi exercé leur action, longtemps contenues grâce à une segmentation spatiale et temporelle des activités, comme vient de le souligner R. Challier, et la mise explicite entre parenthèses de lignes de clivages (principalement le rejet des racisés et des « assistés ») au profit d'un « entre-soi populaire » vécu parfois sincèrement, mais aussi mobilisé stratégiquement. De ce point de vue, le maintien dans la durée du mouvement et la disparition des lieux propices aux alignements de cadres et à l'entretien de l'entre-soi font peser un risque fort de dissolution sur les Gilets jaunes.

**Question : Si on considère ces « novices », quels processus d'acculturation à la politique et à l'action collective avez-vous pu observer sur les ronds-points durant ce mouvement d'occupation ? Comment ces novices apprennent-ils les règles de l'action collective ou en inventent-ils de nouvelles ? Quelles ressources sont-ils susceptibles de mobiliser pour se mobiliser ?**

**Zakaria Bendali :** J'ai été frappé par l'importance des savoir-faire professionnels, notamment dans la première phase du mouvement, quand on construisait beaucoup sur les ronds-points pendant l'hiver. Il y avait beaucoup d'artisans qui prenaient en charge spontanément la construction des cabanes. En une occasion, sur le rond-point, le bruit des tronçonneuses était si fort qu'il nous empêchait presque de faire passer les questionnaires. C'était valorisé, au sens où c'est une façon de souligner les compétences de personnes qui estiment ne pas savoir faire de beaux discours, mais qui sont en revanche pleinement capables de construire une cabane étanche dans laquelle on peut dormir en hiver. Il y avait une grande fierté autour de ces compétences. D'autres savoir-faire professionnels pouvaient être plus directement convertis en compétences politiques. Je pense au leader de l'association « les Gilets jaunes de Lozières », qui a été fondée pour entretenir un dialogue plus officiel avec la mairie de la commune autour de questions logistiques, comme l'autorisation de tenir un stand sur le

marché ou de bénéficier d'une salle pour les réunions publiques. Retraité, il a travaillé toute sa vie dans une concession automobile et disait avoir développé grâce à ce métier « un certain bagout », pour reprendre ses mots. Très bavard, très à l'aise à l'oral, il allait spontanément vers les nouvelles têtes. Du coup, c'était aussi lui qui parlait le plus facilement à la presse, et même aux chercheurs. C'est l'exemple de quelqu'un qui se découvre des compétences dans la prise de parole publique ou, en tout cas, qui leur découvre une utilité dans un contexte différent.

**Magali Della Sudda :** Clairement, avec ce mouvement, on voit comment des gens sans expérience militante développent certains savoir-faire et contribuent à l'organisation et à la coordination des ronds-points. Je pourrais prendre l'exemple d'une personne qui est devenue coordinatrice des Gilets jaunes dans le Sud-Ouest. Le premier jour, le 17 novembre, cette personne arrive sur le rond-point, le matin, parce que son fils était là. Elle exerce une profession du soin où elle a besoin de sa voiture. Elle se déplace beaucoup et bouge de rond-point en rond-point. Et, c'est ce qu'elle va faire toute la journée du 17 novembre : elle va tourner sur tous les ronds-points alentour, et elle observe ce mouvement qui monte. À la fin de la journée, elle se dit « Bon, bah, qu'est-ce qu'il faut faire ? ». Ce n'est pas une militante, mais c'est une professionnelle organisée. Elle sait organiser des tournées, parce que c'est son métier, mais ce n'est pas une oratrice. Du coup, elle prend sa place dans le mouvement en se proposant pour faire le secrétariat des réunions, tenir un cahier de notes, écrire des comptes rendus qu'elle envoie à tout le monde. Elle est aujourd'hui la coordinatrice incontestée et incontestable du mouvement dans ce département du Sud-Ouest. Ce qui est intéressant, c'est qu'en l'absence d'organisations ou de militants professionnels, cette capacité à monter dans l'organisation et à pouvoir coordonner va être accessible à des profanes et à des novices. Un autre exemple est celui d'une personne qui est ancienne maîtresse d'école et qui avait un savoir-faire d'organisation de la discussion et des échanges avec ses élèves et qui va le transférer dans les Gilets jaunes, notamment dans l'organisation des tours de parole et des discussions sur les ronds-points pour qu'à la fois les gens puissent s'exprimer mais que ça reste dans un mode pacifié.

**Raphaël Challier :** Les mobilisés et soutiens des Gilets jaunes, ce sont majoritairement des acteurs profanes (politiquement), et d'autant plus profanes qu'ils sont souvent plus populaires (socialement). Ce sont des segments des classes populaires peu diplômés, qui ne sont pas en contact avec les syndicats, plus éloignés des grandes villes et ainsi de suite. Et pourtant on observe que certains savoir-faire populaires, vont être très utiles aux mobilisations locales : aptitude à gérer les réseaux sociaux, en particulier pour les femmes qui vont beaucoup investir les réseaux sociaux et cultiver les liens ; la compétence à bricoler des cabanes, qui est essentielle pour tenir l'hiver. Lorsqu'il a fallu couper le bois sur le rond-point, pour faire du feu, on s'en doute un peu, le « sociologue » n'a pas été le plus convaincant...

**Olivier Fillieule :** Répondre à cette question [sur l'apprentissage de l'action collective] soulève une triple difficulté. Le mouvement dure depuis plus d'une année, mais a connu et connaît encore un certain *turnover*. Beaucoup l'ont quitté, beaucoup l'ont rejoint en cours de route, d'autres sont partis et revenus. L'occupation des ronds-points, les manifestations du samedi (puis du lundi dans le Var), les opérations commandos et les blocages sur les péages, les centres commerciaux, la participation aux ateliers constituants, l'activisme en ligne, etc., n'ont pas mobilisé tous les Gilets jaunes de la même manière ni avec la même intensité. Mais surtout, il est encore trop tôt pour identifier l'acquisition ou la mise en sommeil de dispositions sous l'effet de la participation au mouvement. Dès lors, on peut bien sûr parler de « protagonisme » au sens de H. Burstin pour pointer comment nombre de personnes non prédisposées à prendre la parole la prennent et comment le sentiment d'illégitimité semble souvent se retourner sous l'effet de l'acquisition d'une compétence politique, mais je me garderais d'y identifier un phénomène qui pourrait perdurer dans le temps froid de l'après-mobilisation.

Cependant, je rejoins les observations de mes collègues quant à l'apprentissage accéléré des codes de l'action collective *in illo tempore* et *in situ*. Accéléré et spectaculaire, si l'on songe aux manifestations du samedi. L'acculturation à la manifestation et à ses règles du jeu s'est faite sur le tas, au prix d'ailleurs de multiples et graves incompréhensions de part et d'autre. Sur mon terrain, les défilés toulonnais du samedi se sont tenus en dehors de toute connaissance des règles implicites et explicites de la manifestation. Les premières marches ne prennent pas la forme de cortèges mais plutôt de déambulations sans autre objectif défini que de se rendre visibles et d'occuper l'espace public, de faire nombre. Sans direction ni ordonnancement, les Gilets jaunes ne déploient pas les signes habituels de la revendication politique : sonos, banderoles, tracts s'effacent au profit d'une multiplicité de slogans personnels inscrits sur le dos des chasubles. Les manœuvres tactiques et la communication non verbale des forces de l'ordre (la « gesticulation », en langage policier) ne sont pas décodées. Mais cela ne dure qu'un temps et bientôt ce mode d'action s'apprivoise, sans forcément l'appui de militants chevronnés, comme cela se passe par exemple dans les mobilisations lycéennes et étudiantes.

L'apprentissage de l'action collective est aussi très visible sur les ronds-points. Je rejoins entièrement Z. Bendali lorsqu'il note que des savoir-faire professionnels sont systématiquement mobilisés sur les giratoires et rendent possible le maintien des collectifs, malgré leur caractère polycentrique et éclaté, acéphale et horizontal. La sociologie du militantisme a beaucoup étudié la conversion de ressources professionnelles dans le champ des activités militantes, mais en se limitant à étudier des savoir-faire « savants » et « experts », mobilisés par exemple par les ingénieurs à la retraite dans les mouvements environnementaux, par les juristes, etc. Ce que montre l'observation de la vie des ronds-points, c'est l'importance cruciale de savoir-faire techniques, manuels, qui donnent

une place centrale dans les collectifs aux « bâtisseurs ». Soit ceux, et moins souvent celles, qui aménagent les ronds-points et construisent les cabanes, les « organisateurs » qui prennent en charge la logistique, les approvisionnements, les caisses de solidarité, etc. Soit aussi, et il s'agit plus souvent de femmes cette fois-ci, les « coordinatrices » qui assurent le maintien des liens, les soins et le soutien individuels pour les membres du groupe, surtout à partir du moment où la répression policière et judiciaire devient systématique.

Dans ces tâches diverses, les personnes mobilisent tant des savoirs professionnels qu'un sens de la débrouille qui attestent bien de ce que dans ces segments de classe, la valeur travail a du sens, qui plus est dans un univers frappé par le chômage de masse et où les arts de faire se déploient souvent en marge du travail salarié, dans des activités informelles, qui apportent au quotidien à la fois un complément de ressource matérielle et une estime de soi. Ce phénomène est selon moi une des clés de compréhension du soin et de la fierté mis dans la décoration des giratoires, l'installation des potagers, l'érection de cabanes. Dans le Var, celles-ci ont pris parfois la dimension de véritables œuvres d'art, investies d'une valeur morale, comme le Petit Paris du rond-point du Cannet, avec son Arc de triomphe et sa tour Eiffel en palettes et sa pyramide du Louvre en structure métallique, ou encore le Fort Macany, à Hyères, tout récemment construit, avec ses tours et ses créneaux. Autrement dit, toute une économie morale populaire préexistante au mouvement y trouve à se réaliser, générant des gratifications symboliques importantes pour des personnes aux compétences habituellement dévalorisées ou invisibilisées. La place éminente des femmes dans le mouvement trouve, là aussi, pour partie, son explication.

**Question : Très concrètement toujours, comment s'inventent les règles de vie commune sur les ronds-points, comment se prennent les décisions ? Là encore, s'il n'y a pas d'organisation, peu de militants aguerris, comment s'organise la vie commune ?**

**Magali Della Sudda :** On a pu assister dans certains cas à un véritable travail de fabrication des règles de la vie commune. Pour reprendre l'exemple d'une personne impliquée dans la coordination, l'une de ses activités a consisté à établir une charte de la vie sur les ronds-points. Et la première règle était : « Pas d'alcool ». Parce que, quand il y a de l'alcool, « il y a un moment où ça part en vrille », comme me l'a raconté un enquêté. Et ça conditionne aussi, cette présence de l'alcool et cette potentialité de la violence, la présence des femmes : ce n'est pas simple d'être avec des hommes alcoolisés sur le rond-point. On a aussi pu observer la constitution de caisses de solidarité à plusieurs niveaux : sur les ronds-points, mais aussi au niveau départemental. Pour donner un exemple, quand Étienne Chouard est venu pour la première réunion au mois de décembre à Bordeaux, pour une réunion qui portait sur la question du climat et sur la façon dont le RIC peut être utilisé, il y a une « caisse » qui a été organisée. C'était une caisse à la sortie de la salle, à laquelle chacun était invité

à donner. Ensuite, les fonds ont été répartis collégialement dans les réunions de groupe de l'intercollectif.

**Zakaria Bendali :** Je n'ai pas vu de caisse de solidarité, mais sur le rond-point de Clairetour, il y a eu une charte. Cette charte contenait aussi une interdiction de l'alcool. Elle date en fait du début de l'occupation, quand il y avait de nombreux participants. Elle existe toujours aujourd'hui et ils l'affichent toujours en évidence quand ils déplient le campement, mais en fait le groupe s'est tellement réduit qu'aujourd'hui on compte rarement plus de dix personnes à la fois sur le rond-point. Toutes ces personnes se connaissent bien désormais, et il est fréquent pour elles de boire de l'alcool sur le rond-point, au moment du repas notamment, et pourtant la charte trône toujours derrière. Le besoin de pacification n'est plus là mais la charte demeure, elle fait partie du décorum, comme un témoignage. Il est tout de même intéressant d'observer que la première manière de réguler la coexistence d'inconnus, c'est la prohibition de l'alcool. Au-delà de cette clause, le contenu de la charte est assez simple puisqu'il n'y a que quatre autres points. Les trois premiers, c'est : « On est apolitiques » ; « On est asyndicaux » ; « On est areligieux ». L'objectif selon les enquêtés est que personne n'amène avec soi des « étiquettes » qui seraient propres à diviser. Et il y avait un dernier point dans la charte, plus intéressant à souligner : « Pas d'ego ». Dans les faits, cela signifie que les conflits sont prohibés et presque toujours interprétés comme des conflits personnels, renvoyés à des questions de jalousie, d'orgueil. Cet angle de représentation des conflits est aussi une forme de dépolitisation qui vise à protéger le groupe des divisions. Là encore, ce sont sur des choses très concrètes et sur des enjeux pratiques que porte la régulation. S'agissant des pratiques de décision collective, je n'ai rien vu de très formalisé. Cela semblait fonctionner sur une sorte d'unanimité de principe. Par exemple, sur les actions de blocages, qui nécessitent un certain nombre de gens et qui souvent coalisent plusieurs ronds-points, cela se faisait comme si tout le monde était d'accord *a priori* pour participer à cette action. C'est la même chose pour la participation aux manifestations : il n'y a pas forcément de question qui se pose là-dessus. Reste à savoir si cela peut avoir un effet d'éviction sur ceux qui n'osent pas exprimer leur désaccord. Je n'ai rien observé de tel. Ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas y aller sont nombreux (et invoquent souvent des raisons de santé : être trop âgé pour courir, trop fragile pour risquer le coup de matraque ou le gazage) et leur choix est respecté d'emblée. La question de savoir qui part sur une action et qui reste fait davantage l'objet d'une division du travail informelle que de débats formalisés sur les tactiques à adopter. Le premier problème sur le rond-point, c'est comment on vit ensemble, et pas comment on prend des décisions ou comment on débat politiquement.

**Raphaël Challier :** Les degrés de structuration et d'organisation du mouvement varient clairement d'un rond-point à l'autre. Sur les principaux terrains que j'ai étudiés, qui sont populaires, ruraux, à très faible capital scolaire

et militant, l'organisation demeurerait très informelle. Il n'y avait pas de caisse de solidarité permanente, il n'y avait pas de réunions, il n'y a quasiment jamais eu de vote sur ces ronds-points. Toutes les pratiques délibératives classiques, les représentations un peu intellectualistes du politique que les spécialistes aimeraient y trouver, n'étaient pas là.

**Olivier Fillieule :** Sur ce point, je n'ai pas beaucoup d'éléments à mobiliser. À la fois parce que ma présence sur les ronds-points est discontinue et cela ne permet pas facilement d'accéder à ces dimensions complexes. Mais aussi parce que les situations observées diffèrent grandement d'un rond-point à l'autre et ont pas mal évolué au fil du temps. Je retrouve moi aussi la distinction introduite par R. Challier entre ronds-points avec assemblées et ceux sans assemblées. Dans les lieux étudiés, le second cas de figure est dominant. Dès lors, ce que j'observe, ce sont les mêmes lignes de partage entre groupes. Par exemple, autour de la prise de boissons alcoolisées ou de drogues douces, qui débouchent sur des tentatives de régulation plus ou moins efficaces et génèrent bien souvent des fâcheries, des scissions. Je dirais, mais avec précaution, que sur les lieux que j'ai fréquentés, les discussions se font par petits groupes, de manière libre et sans encadrement particulier. L'intérêt pour les tentatives de coordination nationale semble modéré et l'entre-soi est toujours privilégié aux rapprochements, même avec des ronds-points géographiquement voisins. Ceux qui parviennent à imposer leurs décisions sont le plus souvent ceux qui bénéficiaient d'une certaine réputation dans des réseaux d'interconnaissance préalables, ceux qui apportent le plus de ressources au collectif ou bénéficient d'une aura particulière liée à leurs hauts faits depuis les débuts de la mobilisation.

**Question : Quelle a été la division du travail spontanée entre les participants ? La faible présence des organisations et des militants aguerris a-t-elle pu contribuer à rebattre les rapports sociaux et à brouiller les hiérarchies sociales préalables (de classe, de statut, de sexe, etc.) ?**

**Raphaël Challier :** Sur n'importe quel rond-point, comme dans n'importe quel collectif partisan, syndical, politique, on peut observer une division du travail, selon de nombreuses variables : classe, diplômes, genre, capital militant préalable, éventuellement ethnicité, handicap bien sûr, entre valides et non valides. Et cette division du travail, elle fonctionne plutôt dans le sens d'une reproduction des dominations. Bien sûr, au vu des rapports de genre, ce sont plutôt les femmes qui vont organiser la cuisine collective, et bien sûr ce sont plutôt les hommes qui vont monter la cabane, pour ne prendre que l'exemple le plus concret. Mais en même temps le caractère atypique de la sociologie des Gilets jaunes a aussi produit des logiques inattendues. Lorsqu'il y a beaucoup plus de personnes de milieu populaire, beaucoup plus de femmes que dans les mouvements sociaux habituels, les processus oligarchiques ordinaires se desserrent un peu, les cartes sont redistribuées, cela permet à des personnes dominées de s'impliquer bien davantage qu'ils ou elles ne le feraient en temps normal...

**Zakaria Bendali :** Curieusement, certaines formes de division du travail ont pu favoriser des populations peu dotées en ressources. Par exemple, ce sont les sans-emploi qui gardaient le rond-point la journée pendant que les autres travaillaient. Cela devenait presque une manière de valoriser leur situation, ce qui est très compliqué ordinairement pour ces personnes dans des milieux qui valorisent très fortement le travail. De la même manière, les retraités, qui souvent arrivaient plus tôt et repartaient plus tard, ont été les garants d'une certaine continuité, et parfois d'une pacification de la vie collective : face à des jeunes qui sont parfois un peu tout feu tout flamme, les retraités calmaient souvent le jeu.

**Magali Della Sudda :** L'absence des organisations de mouvement social et des militants politiques ou syndicaux semble avoir eu des effets de visibilisation de populations qui demeurent habituellement invisibles dans les mouvements sociaux. S'agissant par exemple des femmes, leur proportion n'est pas supérieure dans notre enquête à celle que l'on trouve dans d'autres enquêtes menées sur les manifestations en France dans les années 1990 par P. Favre, O. Fillieule et N. Mayer<sup>15</sup> ou dans les enquêtes menées sur la Manif pour tous<sup>16</sup>. Or, elles sont plus visibles, et au cœur de la chronique médiatique, notamment, du mouvement. Mon hypothèse est qu'elles sont plus visibles parce qu'il n'y a pas le poids des organisations et des hiérarchies de genre entre les militants. C'est vrai aussi pour les personnes handicapées. Dans l'enquête par questionnaire, il y a 1 personne sur 10 qui nous a déclaré spontanément être concernée par le handicap, un handicap visible ou invisible. Or, parmi ceux qui tiennent les ronds-points, il y a aussi les titulaires de cette allocation adulte handicapé qui ne peuvent pas vraiment en vivre dignement, sans pour autant avoir le droit de travailler. Dans ce mouvement, il y a donc aussi quelque chose de l'ordre de la mobilisation de statut. Dans le cadre de l'action protestataire, ces personnes ne sont pas des personnes handicapées, ce sont des personnes à part entière qui peuvent parfois avoir un rôle très important de coordination et faire tenir le mouvement, en valorisant leurs compétences. Je pense ici en particulier à un Gilet jaune que j'ai rencontré et qui venait d'un département rural. Il ne peut pas travailler parce qu'il a ce statut d'adulte handicapé, alors qu'il est très habile pour faire des mises en scène, des maquillages et des vidéos. Il contribuait au mouvement *via* ses pages Facebook, mais aussi en tant que personne quand il allait en manif et qu'il sillonnait son département. Et c'était assez intéressant dans l'entretien de voir comment il explicitait tout ce qu'il était capable de faire, qui n'avait aucune « valeur » sur le marché de l'emploi, mais qui en trouvait une dans le cadre de la protestation.

15. Favre (P.), Fillieule (F.), Mayer (N.), « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47 (1), 1997.

16. Balas (M.), Della Sudda (M.), « De la loi à la cause : défense de la famille comme forme universelle de l'intérêt général dans la Manif pour Tous (2012-2016) », communication au 14<sup>e</sup> Congrès de l'AFSP, ST 59, juillet 2017.

**Olivier Fillieule :** Il y a bien sûr, comme dans tout groupe humain occupé à une tâche ou un projet commun, une division hiérarchisée du travail dans le mouvement des Gilets jaunes. Je note, comme mes collègues, trois points saillants. D'abord, conséquence directe de ce que l'on a déjà souligné, les « sachants » et les « experts » n'étant que fort rarement présents dans la lutte et cherchant à demeurer discrets lorsqu'ils ou elles sont là, les personnes de milieu populaire sont moins systématiquement exclues des positions valorisées. Ensuite, la disponibilité biographique dont bénéficient ceux et celles qui ne sont pas pris dans un dispositif de travail contraignant (les précaires, les inactifs et les chômeurs), qui n'ont pas des personnes à charge ou bénéficient d'un soutien pour se libérer de ces charges, sont dans le cadre d'une occupation de très longue durée, à même d'endosser des responsabilités et d'occuper donc des places valorisées dans la division du travail. Enfin, les femmes semblent moins systématiquement cantonnées à des tâches ancillaires et qui leur sont culturellement assignées (comme la restauration, le ménage et le *care*). Là encore, pour le comprendre, il faut replacer l'extraordinaire de ce mouvement dans l'ordinaire des conditions d'existence en milieu populaire. Comme l'a bien montré Olivier Schwartz dans *Le monde privé des ouvriers* (Paris, PUF, 1990) à propos de la figure de la « Mère » en milieu populaire, l'emprise des femmes de classe populaire sur le domaine privé peut renforcer le sentiment d'injustice et de colère à l'égard de la vie chère et faciliter la prise de conscience du rôle qu'elles ont sur le destin social de la famille. On peut ajouter qu'il est peut-être plus facile pour les femmes dans le mouvement des Gilets jaunes de développer une certaine puissance d'agir dans la mesure où les hommes dans le mouvement sont plus souvent politiquement dépossédés (faible compétence politique et faible intérêt pour la politique) ; d'autre part, la lutte des Gilets jaunes ne se situant pas dans l'univers du travail, hors donc de la présence et des formes d'encadrement syndicales, les mécanismes d'exclusion liés au défaut de représentation des femmes dans les centrales ne jouent pas.

**Question :** La politisation ne concerne pas que l'organisation, mais aussi la prise de conscience du sens politique de sa propre situation. On a l'impression que les ronds-points ont constitué l'opportunité pour des individus qui étaient dans des situations relatives d'isolement social, de prendre conscience de la communauté de leur situation et des situations d'injustice dans lesquelles ils se trouvaient. Avez-vous observé cela ? La coprésence physique durable sur le rond-point a-t-elle permis à certains de construire des formes d'identification politique ou sociale susceptibles de faire l'objet d'une revendication ?

**Zakaria Bendali :** C'est un thème qui revient beaucoup en tout cas sur les ronds-points où j'ai enquêté. Les personnes mobilisées se rendent compte qu'elles ne sont pas seules dans leur situation, simplement du fait de se raconter leurs « galères ». Les gens racontent que quand ils arrivent sur les ronds-points,



ils se demandent les uns aux autres : « Pourquoi vous êtes là ? » S'engage ensuite un dialogue : « Bah, moi je suis là parce que je gagne tant. Le 15 du mois, j'ai plus d'argent. » « Ah ben tiens moi aussi ! » Ils font ensuite état d'une forme de prise de conscience. J'ai réalisé un entretien que je trouve particulièrement éclairant à ce propos. C'est une femme qui dit que la première fois qu'elle est allée sur un rond-point, elle s'est effondrée (je cite l'entretien) : « J'ai commencé à discuter avec une dame. On s'est retrouvées à pleurer dans les bras l'une de l'autre. Quand on a compris ça, on a éclaté en sanglots. On n'avait plus cette honte de parler, de dire qu'on n'arrivait pas à finir nos fins de mois. Il y a eu un déclenchement. » Cette personne parle aussi beaucoup de « réveil » dans cet entretien. Elle se décrit comme une endormie, avant sa participation à l'occupation des ronds-points (je cite à nouveau) : « Avant de rentrer dans le mouvement, j'étais une endormie, et les gens qui ne sont pas avec nous aujourd'hui, ce sont les endormis. C'est comme ça qu'elle les appelle ». Et elle affirme encore : « Maintenant, quand je vois un rond-point, je m'arrête, je discute. Tu vas n'importe où en France c'est la même chose. Les gens te disent pareil "On est dans la merde", et c'est con mais ça fait du bien quelque part de se dire qu'on n'est plus tout seuls... » Ça m'a paru frappant de voir comment la prise de conscience de l'injustice et sa politisation se réalisent vraiment dans le dialogue autour de la confrontation des vies quotidiennes.

**Raphaël Challier :** Pour continuer sur la catégorie des « endormis », j'ai entendu des discours assez similaires, des assertions comme « Les gens qui ne viennent pas se mobiliser avec nous sont des moutons ». Et cela m'a étonné. C'est un discours qu'on pourrait croire socialement situé, qui se retrouve plutôt, ordinairement, dans les classes moyennes ou supérieures. Or il était aussi tenu par des acteurs de milieu populaire. On peut se demander ce que cela dit sur ces Gilets jaunes qui étaient pourtant des purs profanes au début du mouvement : ne sont-ils pas eux-mêmes en train de devenir des petits spécialistes, comme le deviennent ceux qui fréquentent des collectifs militants ?

D'une manière générale, la conscience sociale ça se fabrique, ça se façonne. Je pense que l'un des problèmes de certains usages de l'idée de conscience triangulaire (« on n'aime pas trop ceux d'en haut ni ceux d'en bas ») est d'en faire quelque chose d'un peu statique. Les deux polarités, vers le haut ou vers le bas, sont activées par des contextes, par des situations politiques, par l'offre politique locale. Il n'y a aucune fatalité historique, même au sein d'un milieu social donné. Pour prendre un exemple concret, j'ai mené une enquête de temps long sur la perception des groupes les plus précaires, habituellement dénigrés comme des « cassos ». Dans l'espace local que j'ai étudié, vous avez un paradoxe majeur, et là je pense surtout à Grandmesnil, qui est très frappé par la crise. Il y a une sorte d'évidence de la crise : « Il n'y a pas de boulot. » Au cours des années 1990, 2000, les entreprises ferment une à une. Tout le monde en a conscience. Les élus locaux en parlent. Les acteurs ordinaires en parlent : tout le monde le

sait. Pourtant, vous avez un discours général de stigmatisation de celui qui ne travaille pas, qui rabat cette situation sur la responsabilité individuelle. Tout le monde sait qu'il n'y a pas ou peu de travail dans l'espace local, mais tout le monde se reporte sur le comportement des individus : ils ne cherchent pas de travail, ne font pas d'effort, profitent du système, etc. Pourtant, au moment du mouvement des Gilets jaunes, la phrase du président E. Macron incitant un jeune précaire à traverser la rue pour trouver du travail, qui donc imputait de manière similaire à cet individu la responsabilité de ne pas en trouver, est vue comme scandaleuse tous milieux confondus, y compris par la petite bourgeoisie locale. Elle est perçue comme la preuve définitive du caractère « déconnecté, privilégié, perdu dans son monde et bourgeois » du président. Soudain, on n'individualise plus la situation de chômage, on la pense comme un problème collectif, appelant des solutions politiques. Pour comprendre cela, il faut saisir l'effet de la dynamique de la mobilisation. D'abord, celle-ci ouvre des possibles. Il redevient envisageable qu'il y ait une transformation structurelle, que les responsables politiques aient une responsabilité dans les situations de non-emploi, que ce soit le produit d'un système. Lorsqu'une situation de crise s'ouvre, tout à coup, le non-pensable devient pensable. Ensuite, sur les ronds-points mêmes, la confrontation entre les chômeurs et des personnes plus stables a aussi joué dans la transformation des perceptions. Le simple fait de fréquenter durablement dans le cadre d'une lutte – où il va y avoir une répression, on va subir des épreuves, où la cabane va être détruite et expulsée – et de côtoyer des personnes sans emploi, précaires, mais ça peut être aussi des personnes racisées, ça va avoir des effets incroyables. Très souvent, l'ethnocentrisme recule à partir du moment où il y a des liens directs et durables, avec un objectif commun. Quand on fréquente un groupe, on se rend compte que des mères célibataires, qu'on accusait la veille de faire des enfants pour les allocations, qu'en fait leur réalité est complexe, qu'elles peuvent être sympathiques, et du coup... on tisse des liens avec elles. Surtout si, dans le même moment, vous pouvez vous dire que les responsables des problèmes sociaux, il faut plutôt les chercher « en haut » de l'espace social.

**Magali Della Sudda :** Dans l'enquête quantitative, on perçoit que la participation au mouvement va faire évoluer les perceptions et contribuer à politiser certains comportements ordinaires, par exemple s'agissant des pratiques de consommation. Nous avons ainsi des questions sur ce sujet et on constate des évolutions assez significatives au fur et à mesure du mouvement, à la fois parce que la population a changé, mais ce qui est encore plus intéressant, parce que ceux qui restent se sont politisés. Par exemple, à la question : parmi les « moyens que les gens utilisent pour faire connaître leurs revendications, pouvez-vous me dire, [...] si vous avez déjà ou si vous seriez prêt à “consommer autrement” », on a 54 % des personnes répondantes qui disent être prêtes à faire ça avant le 8 décembre et cette proportion passe à 68 % début janvier 2019. À la même question mais concernant le « boycott les grandes surfaces » : 40 % au début se

déclarent prêtes à le faire, et elles sont 55 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Les entretiens montrent en outre que cela reflète à la fois une perception désabusée de la politique classique pour changer le monde (« de toute façon on ne changera pas le système », ou plutôt « on ne le changera pas forcément par les urnes »), mais en même temps cela manifeste un regain de croyance dans la capacité à le changer soi-même directement. Les gens se disent : « On peut changer, nous, notre consommation » et cela va avoir un effet sur le système économique, la grande distribution, etc. Et c'est aussi le cas dans des milieux très populaires où les gens vivent des minimas sociaux et étaient, jusqu'alors, peu concernés par le fait de manger bio, de privilégier les circuits courts et les marchés de producteurs... Et ce qui s'est passé sur les ronds-points n'est pas étranger à cela. On a vu dans plusieurs endroits en Gironde, mais aussi en Bretagne, en Bourgogne, en Isère, se développer la pratique collective du potager. Quand des agriculteurs mettent à disposition un champ et que les Gilets jaunes se disent « En fait, on n'a qu'à faire un potager, comme ça on va aussi pouvoir se nourrir nous-mêmes ». Et cette pratique populaire, très éloignée en apparence de la politique, prend à la fois un sens militant (on s'en sert pour faire tenir les ronds-points, se nourrir, se projeter dans l'avenir) mais oriente aussi vers une revendication écologiste ou exprimant le refus des grandes surfaces.

**Olivier Fillieule :** Là encore, pour pouvoir répondre précisément, il faudrait partir d'une typologie des modes d'engagement, de leur durée et de leur intensité. Ce qui dans mon cas est en cours. Toutefois, il me semble que les personnes que j'ai rencontrées, de manière plus ou moins prégnante selon leur rapport au politique antérieurement à la mobilisation, semblent avoir connu plusieurs types d'expériences politisantes. D'une part, la zone du giratoire constitue dès l'origine une agora où se forment de petits groupes de discussion et un flux de spectateurs, entraînés par l'ambiance bon enfant de cet événement sans précédent. Des pancartes et des banderoles, des drapeaux français sont apparus. Ce qui m'a frappé, c'est la liberté d'expression, le sentiment qu'il n'y avait rien de mal à « dire n'importe quoi », sur soi et sur sa situation, à « tout remettre en question ». Comme le rappelle Boris Gobille dans son analyse de mai 68, s'exprimer est un « défi révolutionnaire par excellence ». L'historien H. Burstin fait la même observation au sujet de la Révolution de 1789 qui est au cœur de son concept de protagonisme : sortir de l'anonymat, laisser une trace dans l'événement, se libérer par la parole, etc. En ce sens, l'occupation physique d'un carrefour giratoire n'est pas seulement une (ré)appropriation citoyenne. L'occupation transgressive symbolise la présence, par la force, de groupes défavorisés dans l'espace public et est une manifestation visible de leur prétention à peser sur le cours de l'histoire. Dans ces « espaces libérés », les individus retrouvent une forme d'autonomie, partiellement à l'abri des regards et des intrusions de « l'extérieur ». Situé à la frontière entre le privé et le public, le territoire libéré fait donc partie de ces « lieux d'autonomie », dont parle O. Schwartz dans *La vie privée des ouvriers*.

Sur un autre plan, les ronds-points ont favorisé un renforcement ou la création de liens sociaux forts dans les microgroupes mobilisés. Or la littérature sur l'activisme a montré comment les amitiés peuvent jouer un rôle essentiel dans l'engagement et sa continuation, mais aussi, plus généralement, dans l'établissement de liens avec la politique. C'est particulièrement le cas pour les franges les plus marginales du monde social, dans un contexte de fragmentation sociale des institutions locales d'appui, des groupes partisans, syndicaux et communautaires et d'individualisation croissante des conditions de vie. Une fois engagés, les Gilets jaunes avec qui j'ai passé du temps semblent avoir eu tendance à réorienter leur système de croyances militantes de manière parfois surprenante, voire contradictoire, par rapport aux positions qu'ils défendaient dans le passé, sous l'effet de rencontres avec des personnes qu'ils n'avaient jamais croisées auparavant (en raison de différences d'âge, de conditions et de préjugés différents, souvent racistes). Enfin, on peut faire l'hypothèse que, dans le feu de la mobilisation, beaucoup de Gilets jaunes ont vu leur vision du monde changer par rapport à cette « conscience de classe triangulaire » qu'évoquait R. Challier.

On peut également émettre l'hypothèse que la politisation à l'intérieur et à la suite de l'événement favorise les phénomènes de désingularisation de leur propre situation par les répondants. Ils cessent alors d'interpréter leurs difficultés économiques croissantes et leur sentiment de bannissement en termes individuels au profit d'une analyse politique, qui est également susceptible de favoriser l'émergence d'une identité collective. Ce qui nous ramène aux phénomènes d'alignement de cadres dont je parlais plus tôt.

**Question : Si la présence de novices de l'action politique est remarquable, vous avez néanmoins croisé des participants plus politisés, voire des militants. Quel a pu être le rôle de ces militants politiques et syndicaux ? Comment se comportaient-ils sur les ronds-points ? Ont-ils pu jouer un rôle de médiation avec l'espace politique ou d'apprentissage des modalités de l'action collective ?**

**Raphaël Challier :** Sur les ronds-points ruraux que j'ai pu observer, on trouvait peu de militants partisans ou syndicaux. Les quelques militants locaux, qui sont rares en milieu rural, ne venaient pas. Et leur réaction a été assez unanime, de la gauche au RN : une méfiance à l'égard d'un mouvement qui semblait inhabituel, bizarre car apolitique, potentiellement séditieux. Le principal problème pour les militants, c'est que s'intégrer sur les ronds-points impliquait ce que j'appelle, avec d'autres, *une pratique de la composition*. Pour occuper le rond-point, il faut accepter de cohabiter concrètement avec des gens de sensibilités politiques éloignées ou qui ne revendiquent pas leurs affiliations politiques. Parce que la première contrainte pratique à régler c'est la coexistence pacifiée au sein des Gilets jaunes. Or, généralement, les militants de parti ne font pas ça,

c'est impossible à envisager pour eux. Les militants, en temps normal, refusent de se mélanger et de cohabiter avec des gens qui seraient à leur opposé dans le champ de la compétition partisane. Du coup, concernant les quelques militants partisans qui ont fait le choix d'aller dans les Gilets jaunes, cela a impliqué pour eux une recomposition profonde de leur rapport au politique. Avant tout, cela les a conduits à pratiquer la composition, à partager des actions protestataires avec des gens aux sensibilités très éloignées et/ou avec des personnes sans sensibilité politique marquée. Si la question est de savoir ce que les militants ont fait au mouvement, moi je répondrais que c'est surtout ce que ce type de mouvement fait aux militants et au militantisme qui est intéressant.

**Magali Della Sudda :** Il y avait effectivement des militants sur les ronds-points, mais ils sont difficiles à identifier parce que dans la plupart des cas, ils préfèrent demeurer cachés tant la dynamique collective favorise l'affichage d'une forte autonomie à l'égard des partis, des syndicats, des catégories de la politique. Dans les entretiens ou même à l'occasion de la passation de questionnaires, certains militants se dévoilent néanmoins. Mais ils manifestent leur volonté de rester à couvert : « Moi, je suis dans le mouvement mais je n'y suis pas en tant que syndicaliste ou en tant que militant. » Il y avait par exemple une collègue qui avait recueilli la parole d'un syndicaliste qui lui disait en entretien : « Moi, depuis que j'ai 14 ans, je manifeste avec le drapeau rouge. Pour les Gilets jaunes, le drapeau rouge, il reste à la maison. »

Du coup, cela pose une question méthodologique : comment identifier ces militants ? Je crois que c'est uniquement par la présence de longue haleine sur le terrain, et y compris en manifestation, qu'on peut identifier qui sont les militants et ce qu'ils font. Quand on a commencé à faire passer les questionnaires pendant les manifestations, j'ai pu rencontrer des gens qui ne s'identifiaient pas comme militants. Puis, à force de les revoir toutes les semaines ou presque, qui vont expliquer quels sont leurs engagements militants. On avait des militants UPR qui se ne cachaient pas tellement, mais il y en avait d'autres aussi, et ce n'est qu'au bout de 7 ou 8 manifs que les gens me disent : « Bah, moi, je suis Rassemblement national. » On ne peut percevoir ces effets de la relation d'enquête sur la parole que dans la durée. En revanche, il est vrai que pour un œil non averti, ces personnes n'ont pas d'engagement politique du tout, mais même dans leurs conversations avec les autres. Ça, c'est quand même quelque chose d'intéressant, et je suis tout à fait d'accord avec ce que dit Raphaël sur le sujet, on est bien dans cette pratique de la composition. Dans ce moment de l'occupation, puis de la manifestation, on compose.

Après, on peut effectivement s'interroger sur ce qui va amener certains militants à s'investir dans les occupations, à accepter de composer. Pour certains, c'est sans doute parce qu'ils se trouvent dans un moment de rupture de leur trajectoire d'engagement. Cela peut refléter des désaccords avec leur organisation,

mais aussi des désillusions par rapport au répertoire d'actions classique des partis ou des syndicats. Je pense au cas d'un ancien permanent syndical, qui me disait : « Moi, c'est une bouffée d'air ce mouvement ! » Et qu'il ne pourrait plus militer comme avant. Et du coup, la participation à des occupations ou des manifestations va aussi contribuer à rendre consciente cette rupture et dans certains cas à l'accélérer. Cela se manifeste notamment par une très grande incompréhension des militants qui participent au mouvement des Gilets jaunes par les autres camarades qui ne veulent pas rejoindre le mouvement. Pour vous citer un exemple, j'ai pu observer un rassemblement syndical et partisan contre l'antisémitisme au mois de janvier. À un moment quelqu'un qui se présente comme un Gilet jaune prend la parole pour condamner le racisme et l'antisémitisme. Or il est conspué par la foule. Et j'identifie des militants syndicaux que je reconnais, qui prennent part aux vociférations. Sauf un, tout seul, qui ne dit rien. Et là, c'était un peu comme si j'observais en pratique s'objectiver ce décrochage qui est en train de s'opérer parmi des militants plus aguerris entre ceux qui soutiennent le mouvement et ceux qui le condamnent.

**Olivier Fillieule :** J'en ai rencontré fort peu, ce qui est aussi le produit de leurs stratégies de discrétion. Et ceux que j'identifie comme des militants sont aussi le plus souvent actifs surtout dans les lieux où s'élaborent des textes, comme les ateliers constituants. Ils ne prennent dans mon enquête jamais d'ascendant sur les ronds-points et d'ailleurs ne les fréquentent que dans les premières semaines, pour les désertier plutôt à partir de février et surtout mars 2018.

**Zakaria Bendali :** Les militants politiques, moi non plus je n'en ai pas croisés beaucoup, pour les mêmes raisons : ils évitaient dans la plupart des cas de s'afficher comme tels. Je pense à un cas précis, sur le rond-point de Lanneville. C'était un jeune artisan de 30 ans qui était parmi les leaders du rond-point. Au moment où je suis allé le voir, il ne s'est pas du tout caché auprès de moi d'être militant actif au Rassemblement national. En revanche, il refusait que le rond-point le sache. Il voulait absolument que je garde ça secret, en me disant que ça allait probablement créer des divisions, j'ai interprété ça comme une peur de perdre sa place de « point d'équilibre » sur le rond-point – parce que c'était quelqu'un de très sociable qui était copain avec tout le monde. Il a même insisté auprès de moi sur son amitié avec un militant France insoumise d'une soixantaine d'années qui était présent très régulièrement sur le rond-point aussi, comme pour bien marquer le fait qu'il n'était pas du tout là en tant que militant politique, et qu'il fallait absolument mettre ça de côté.

S'agissant des syndicalistes, j'en ai rencontré beaucoup plus dans les « Assemblées des assemblées » que sur les ronds-points parce que, comme mes collègues l'ont souligné, ce sont des publics très différents. Sur les ronds-points, j'ai pu observer une déception vis-à-vis du syndicalisme. Les seuls syndicalistes que j'ai croisés et qui étaient là en tant que syndicalistes c'était à Lozières, où

il y avait une personne qui travaillait en usine pour une multinationale agroalimentaire, qui s'apprêtait à ce moment-là à fermer son site dans la région, et qui disait : « Nous, on est venus sur le rond-point parce qu'il y a plus de monde ici que sur notre piquet de grève, donc c'est là pour nous qu'on peut avoir un impact. » J'ai eu à peu près le même son de cloche avec un employé d'une autre entreprise très importante qui fabrique du matériel agricole. Cet homme-là, qui était militant aussi au syndicat de son entreprise, faisait la même réflexion. Il avait vu les effectifs de son syndicat s'effondrer au fil des années, et il en avait conclu que l'action collective et les luttes syndicales, c'était un peu fini dans la région. Or il était très étonné de voir tous ces gens sur le rond-point, et presque sur le ton de l'humour il disait : « Je me demandais où étaient passés tous les syndicalistes, bah les voilà en fait ! »

**Question :** Vous évoquez à plusieurs reprises la présence de militants d'extrême droite, ou encore des déclarations de sympathie et vote pour le FN/RN parmi les Gilets jaunes interrogés. Cette dimension a été initialement à l'origine d'une certaine défiance pour une mobilisation (dis)qualifiée comme poujadiste, anti-écologiste, réactionnaire, etc. Or, il est frappant de constater aujourd'hui, un an après le déclenchement du mouvement, que la proximité à l'extrême droite d'une partie des participants a été largement gommée. Comment pouvez-vous la restituer et comment analysez-vous, à la fois, cette présence de l'extrême droite et en même temps son invisibilisation progressive ?

**Magali Della Sudda :** On observe effectivement qu'il y avait des personnes initialement qui se sentaient proches du Rassemblement national et nous avons effectivement pu identifier des militants de ce parti. Mais il est très clair que ces derniers ont été progressivement évincés des ronds-points et des manifestations. On a beaucoup d'exemples de cela. Ça a pu se faire physiquement, mais ça a également pu se faire par l'évolution des revendications tout simplement : le sentiment d'être submergés par des « gauchistes » et de ne plus pouvoir développer des thèmes qui leur étaient chers. Mais cette capacité à évincer les militants d'extrême droite, elle est liée aussi à la capacité des gens à les reconnaître. Il y a une anecdote qui montre que certains codes sont facilement repérés par les personnes qui se sentent plutôt de gauche, mais que d'autres leur échappent. Il y a quelques semaines, à l'occasion d'une manifestation contre une fermeture d'usine, des militants des partis politiques repèrent des personnes qui viennent avec un drapeau qui leur semble nationaliste. Il s'avère que le drapeau en question est un drapeau d'un département rural voisin, donc ils jugent qu'il n'y a pas de souci et renoncent à expulser de la manifestation les personnes. Mais, juste à côté, il y a un Gilet jaune « canal historique ». Il s'agit du gilet siglé d'une croix rayonnante et l'inscription « canal historique », porté par des nationalistes et promu par l'institut Civitas et Alain Soral. Il sert de marqueur depuis le grand meeting des droites radicales sur les Gilets jaunes de janvier 2019. Dans

ce contexte, les militants de gauche ne sont ni capables de savoir de qui il s'agit, ni d'identifier des militants de droite radicale dans le mouvement.

**Raphaël Challier :** Si je reviens sur la question du conflit, je pense que ça renvoie aussi à cette idée de la composition. Ceux qui vont être évincés d'un rond-point à l'autre, ce sont ceux qui vont apparaître comme les « diviseurs », les « violents », ceux qui ne respectent pas la règle du jeu collectif. En gros, ceux qui ratent l'exercice de la composition ou qui le font mal. Cela peut concerner certains militants d'extrême droite, qui sont apparus trop sectaires.

**Zakaria Bendali :** Pour ma part, comme je l'ai déjà dit, j'ai pu effectivement observer la présence notable de gens qui se déclarent proches du RN (un tiers des répondants au questionnaire Facebook) et de quelques militants de ce parti. Mais il semble que ces militants se soient fait évincer plus fréquemment que d'autres. Sur les six ronds-points que j'ai fréquentés, on m'a raconté trois fois des cas d'évictions, et à chaque fois c'était des cas d'évictions de militants d'extrême droite. Dans un cas, des militants d'extrême droite expulsés ont constitué un « rond-point » alternatif, sur un parking en fait, où ils ont installé un grand drap noir avec une croix celtique peinte en blanc. Mais ça n'a pas duré, ils étaient très peu nombreux. Ces expulsions manifestent parfois des divergences explicites : sur un rond-point non loin de Clairetour, un militant proche de l'extrême droite aurait été expulsé pour avoir tenu des propos racistes et refusé la présence de personnes racisées sur le rond-point. Mais il est souvent difficile d'avoir des informations sûres et de première main sur le sujet. On doit se fier à ce qui est raconté par ceux qui restent, ce qui limite beaucoup notre appréciation de la situation. Je crois qu'il est néanmoins possible de faire l'hypothèse plus générale que les militants d'extrême droite se retrouvent plus souvent en position de diviseurs, parce que finalement, ils vont se focaliser sur le registre de la lutte contre l'immigration. Alors que les revendications de la gauche, elles, sont plus faciles à faire passer dans un mouvement qui réclame de la justice sociale, une revalorisation des salaires, qui réclame plus d'impôts pour les riches, qui réclame plus de redistribution, etc. Peut-être que cela peut avoir un petit effet de politisation à gauche sur le long terme du fait de l'éviction plus fréquente des militants d'extrême droite.

**Raphaël Challier :** La réalité militante locale a aussi conditionné le dosage de ce qui était accepté ou pas, des positions perçues comme problématiques. Sur certains ronds-points, il y avait des opinions d'extrême droite qui *a priori* sont répandues localement au niveau électoral. Dans ces territoires, il est assez commun de désigner les personnes des minorités ethniques par des termes péjoratifs ou d'exprimer du mépris pour ceux qu'on appelle les « cassos ». Un observateur urbain éduqué qui aurait seulement découvert ce type de territoire à l'occasion des Gilets jaunes aurait pu dire : « mais ce rond-point est très clairement d'extrême droite » ou « populiste ». Alors que cela ne signifie pas forcément que les participants s'identifieraient comme proches du RN... Sur



le rôle des adhérents et des militants du RN, au début du mouvement il y a eu des débats autour du Pacte de Marrakech. Un gros travail d'agitation de la part de militants d'extrême droite a été organisé pour produire un cadrage autour de cette revendication. Et certains de mes enquêtés, électeurs RN, essayaient de lancer la discussion sur ce thème. Mais d'autres présents, plus à gauche, bloquaient la discussion, par exemple en disant : « C'est plus compliqué, c'est pas vrai, ça n'a rien à voir », et le débat était évacué. Du coup, je pense que le fait d'étiqueter une question comme clivante, a eu un effet sur les sujets qui pouvaient être abordés ou non sur les ronds-points. Et que les sujets privilégiés par l'extrême droite ont été rapidement étiquetés comme politiques, clivants, et ont donc été écartés.

**Olivier Fillieule :** Tout comme mes collègues, j'ai observé bien sûr la présence de Gilets jaunes penchant plutôt vers le RN soit simplement votant régulièrement pour le RN. Le contraire eût été mystérieux étant donné le fort alignement en cours du vote des classes populaires sur le RN et le poids considérable de celui-ci dans le département du Var. J'ai également constaté qu'ici ou là des conflits ont éclaté entre groupes qui ont été traduits par certains de mes interlocuteurs en termes idéologiques, et ont donné lieu à d'éventuelles scissions. Mais, là aussi, comme le soulignent Z. Bendali et R. Challier, c'est le plus souvent parce que les personnes identifiées proches du RN qui se sont découvertes ont donné le sentiment d'introduire de la division et de l'agressivité et sont parties ou sont rentrées dans le rang.

**Question :** Comment peut-on décrire l'évolution sur le long terme du mouvement ? La majorité des ronds-points ont disparu, les manifestations du samedi rassemblent de moins en moins de monde. Pourtant, certains groupes persistent. Comment expliquer à la fois le délitement et la persistance de groupes actifs ? Observe-t-on la constitution d'un noyau militant durable ?

**Zakaria Bendali :** Actuellement, j'ai l'impression que la mobilisation repose de plus en plus sur la forte sociabilité qui lie ceux qui restent actifs. On va sur le rond-point à la fois pour rester visible, « pour montrer qu'on est toujours là », je cite. Et puis aussi pour récolter des soutiens, que manifestent les coups de klaxon des automobilistes. Mais on y va aussi pour prendre des nouvelles des copains parce qu'après un an à militer ensemble, les groupes sont presque devenus des groupes d'amis, voire des familles élargies, dont les pratiques de sociabilité dépassent le cadre du rond-point. Très souvent, la journée de mobilisation du samedi se poursuit par des dîners collectifs chez les uns ou chez les autres. Parfois, certains Gilets jaunes en hébergent d'autres, par exemple la veille d'un départ commun vers une action. Il y a aussi des relations d'entraide comme de la garde d'enfants, des coups de main divers, le partage de certains « tuyaux » pour dépenser moins ou pour gagner un peu plus.

Sur le rond-point de Clairetour, il y a une présence continue tous les samedis, quel que soit le temps, depuis le début du mouvement. On retrouve les problèmes concrets de logistique. Par exemple, il y a un gilet jaune ouvrier sidérurgiste qui a construit des braseros à partir de vieux tambours de machine à laver en prévision de l'hiver, il vient tout juste de les finir et de les présenter à ses camarades la semaine dernière. Ils ont également acheté des bâches en plastique, pour se protéger de la pluie. Mais tout est démontable parce qu'ils ont une sorte d'accord tacite avec la mairie selon lequel ils ne restent que le samedi après-midi. Et donc quand ils sont présents, ils ont tous le gilet, alors qu'ils disent ne plus le mettre quand ils vont manifester, pour ne pas être repérés trop vite par la police. Et ils se réunissent pour manger et discuter, et à tour de rôle il y en a toujours deux ou trois qui se mettent au bord de la route au niveau du rond-point, qui ont des panneaux et qui simplement saluent les automobilistes, et ils comptent ceux qui les klaxonnent. Et le moment de connexion avec l'extérieur, c'est plutôt le klaxon. Une fois de temps en temps il y a un poids lourd qui passe, les poids lourds klaxonnent très souvent et le klaxon des poids lourds est très fort, on l'entend bien, et donc ce sont des moments où tout s'arrête et tout le monde applaudit. J'interprète ça comme une manière de dire : « En fait là, ça fait un an que ça dure, il y a eu des réponses du gouvernement (que ce soit des mesures ou la répression), on parle aujourd'hui d'autres mouvements, on parle du mouvement écolo beaucoup, donc quelque part on voudrait nous faire croire que les Gilets jaunes c'est fini... eh bien non : nous on est là pour vous montrer que ce n'est pas fini ! »

**Magali Della Sudda :** J'ai le même sentiment pour les manifestations. Ceux qui manifestent encore aujourd'hui ne le font pas nécessairement pour changer un rapport de force, ce sont des manifestations « de témoignage », ou une « manif de convivialité » en fait, c'est le rituel qui importe tout autant que les motifs. On vient voir les copains, boire un café, faire un barbecue, pour être ensemble avec les autres. Toutefois, certaines manifestations peuvent reprendre l'aspect contestataire initial lors d'une action commune avec d'autres groupes : sur les violences policières, les violences faites aux femmes ou lors de la journée d'action sur les retraites du 5 décembre.

**Raphaël Challier :** Une des évolutions majeures, c'est que l'on parle ici d'une population beaucoup plus restreinte qu'au début du mouvement. Il y a beaucoup de ronds-points qui se sont démobilisés, énormément de personnes qui ont arrêté d'y aller. C'est très frappant sur les ronds-points ruraux. Au début du mouvement, vous avez un mouvement plutôt mixte socialement. Mais progressivement, par l'effet que Zakaria a très bien décrit, la sociologie du mouvement se fait plus populaire notamment parce que ceux qui ont du temps, ce sont notamment les précaires, les sans-emploi, les intérimaires, etc. qui sont, du coup, très présents. Les personnes de milieux moins populaires, les petites classes moyennes ont d'autres attaches, d'autres ressources. Je pense à

ces syndicalistes et syndiqués présents au tout début du mouvement, mais qui vont aussi avoir d'autres engagements associatifs, etc., et abandonnent donc rapidement la mobilisation. Et donc, progressivement, ces ronds-points se prolétarisent, finissent par être stigmatisés dans l'espace local et par être expulsés. C'est une dynamique qui se retrouve à plusieurs endroits, avec une espèce de retournement de l'opinion qui, au départ, soutenait les Gilets jaunes. Puis émerge une sorte de récit majoritaire : « Les ronds-points, c'était bien au début, mais à la fin, il n'y avait plus que des "cassos" ». Du coup, toutes ces poches de politisation autrement, elles existent, elles sont extrêmement intéressantes, mais ça ne concerne qu'une minorité, il ne faut pas que ça gomme le fait que, pour beaucoup, les Gilets jaunes ont été une mobilisation éphémère.

**Olivier Fillieule :** Sur l'année écoulée, dans un contexte de baisse continue d'une mobilisation qui, rappelons-le, n'a jamais rassemblé des effectifs considérables, le turnover des Gilets jaunes se résume à grands traits à une érosion des soutiens des fractions supérieures des classes populaires, les plus stabilisées et une mise en retrait de beaucoup de femmes, sous l'effet notamment de la fatigue due à la durée du mouvement. Si bien que les individus sont rattrapés par d'autres activités laissées souvent un temps en suspens ou négligées, mais aussi, et selon moi surtout, en raison de la répression inouïe déployée par l'État, à la fois sur le terrain *via* les interventions violentes de la police et dans les prétoires *via* la pluie d'amendes et de peines qui se sont abattues sur les Gilets jaunes. Mais il est difficile de renseigner de manière précise ces points seulement sur la foi d'observations, qui plus est non continues et sur plusieurs ronds-points. C'est pourquoi je m'attache actuellement à une analyse statistique des pages Facebook du département pour mieux mesurer les flux et dresser une typologie des modes d'intervention. Pour le reste, je ne me hasarderai pas à faire de pronostics.

**Zakaria BENDALI** est doctorant en sociologie politique à l'Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne, membre du CRAPUL. Il est également membre du collectif Quantité critique. Il travaille sur la sociologie des mouvements sociaux et sur la politisation des classes populaires.

**Raphaël CHALLIER** est docteur en sociologie politique, membre du CRESPA GTM. Ses recherches interrogent notamment les spécificités du rapport populaire au politique et les rapports de classe en milieu militant (FN, PCF, PS, UMP) à partir d'ethnographies localisées et comparatives. Il a notamment coordonné avec Amélie Beaumont et Guillaume Lejeune, le dossier « En bas à droite » la revue *Politix* (122, 2018).

**Magali DELLA SUDDA** est chargée de recherche au CNRS, elle a travaillé sur la politisation des femmes avant le droit de vote en France et en Italie. Elle s'intéresse

aujourd'hui aux transformations des mobilisations catholiques sur les questions de genre. Elle coordonne et participe depuis novembre 2018 à une enquête collective nationale sur les Gilets jaunes.

**Olivier FILLIEULE** est directeur de recherche au CNRS et professeur de sociologie politique à l'IEP de Lausanne, membre du laboratoire CRAPUL et du pôle de recherche national LIVES. Il a récemment co-dirigé *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 68 en France*, Actes Sud, 2018 (avec S. Bérout, C. Masclat et I. Sommier), *Marseille, années 68*, Presses de Sciences Po, 2018 (avec I. Sommier), et publié « Devenirs militants. Proposition de méthode pour une exploration des conséquences biographiques de l'engagement des soixante-huitards.e.s français.es », *Revue française de science politique*, 69 (4), 2019 (avec T. Rossier).

*The gilets jaunes movement: Learning about politics in and through practice? Debate prepared and led by É. Agrikoliansky and Ph. Aldrin*

From November 2018, for several months, French politics and media were dominated by the so-called "gilets jaunes" [yellow vest] movement. Initially aimed at protesting against the rise in fuel prices, this social movement developed through roadblocks, the permanent occupation of roundabouts, and weekly demonstrations in major French cities. Through its atypical features, the gilets jaunes movement prompts us to further investigate the sociology of politicization, social movements, and how people "learn" activism. The aim of this debate is to bring together researchers (Z. Bendali, R. Challier, M. Della Sudda, and O. Fillieule) who have conducted field surveys on the actions and organization of the movement. The data gathered help us to understand the practical ways in which collective action and politicization are learned in and through participation in the gilets jaunes movement.

Keywords: social movement, learning activism, repertoire of action, politicization